

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. L, No. 3 New York : Tel : (718) 812-2820; • Montréal (514) 321-6434; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10

22-29 janvier 2020

CONFLIT PRÉSIDENTENCE-SÉNAT Jovenel Moïse dans ses petits souliers

En prenant la décision d'annuler le Parlement, sans avoir l'autorité constitutionnelle d'agir en ce sens, Jovenel Moïse se retrouve dans ses petits souliers. Quarante-huit heures après avoir prononcé son scélérat verdict, il ne semble pas posséder les moyens d'y tenir jusqu'au bout. Puisque les neuf sénateurs frappés d'interdiction de continuer leur mandat par cette décision étaient à leur bureau, au Sénat, aujourd'hui (mardi) et compte y revenir normalement le lendemain. Ils disent ne pas être concernés par une nouvelle disposition de la présence leur donnant trois jours pour restituer les matériels de l'institution se trouvant en leur possession.

En effet, en vertu des résultats des dernières Législatives donné par le CEP de Léopold Berlangier, les sénateurs dont les noms suivent sont élus pour quatre ans : Evalière Beauplan, Antonio Cherami, Jacques Sauveur Jean, Carl Murat Cantave, Wilfrid Gélén, Richard Pierre, Hervé Fourcand, Sorel Jacinthe, Francener Dénus et Nawoom Marcélus.

En revanche, les sénateurs Youri Latortue, Nènel Cassy, Ronald Larêche, Onondieu Louis, Dieudonne Luma Etienne (l'unique femme siégeant au Grand Corps), Jean Renel Sénatus, Wilot Joseph et Jean Marie Junior Salomon ont un mandat de quatre

ans.

Suivant la pratique parlementaire en vigueur en Haïti, le mandat des sénateurs est déterminé par le nombre de voix recueillies par le candidat. Celui qui recueille le plus grand nombre de voix est élu pour six ans, le suivant pour quatre ans, et celui qui obtient le moins de voix est élu pour deux ans.

La Constitution prévoit que pour éviter un vide institutionnel, au niveau du Sénat, des élections soient organisées afin de renouveler le tiers du Sénat dont le mandat arrive à échéance, d'abord après deux ans, puis après quatre ans, en enfin après six ans. Cela signifie que Jovenel Moïse aurait dû organiser de nouvelles élections avant le deuxième lundi de janvier 2020. Ces élections n'ayant pas eu lieu, le Sénat devrait perdre un tiers de son effectif.

Mais au lieu de déclarer « constater la caducité » du mandat de dix sénateurs, il a décidé, de par lui-même, d'interdire l'accès à leur fonction légitime aussi aux sénateurs dont le mandat doit arriver à terme le deuxième lundi de janvier 2022.

La décision qu'a prise M. Moïse vise simplement à éliminer les sénateurs qui ont inspiré l'opposition contre lui et ceux qui, comme Youri Latortue, ont dénoncé les scandales de corruption

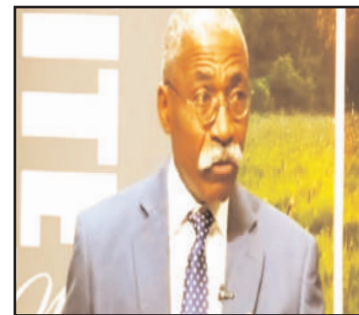
qui gangrènent son administration.

C'est donc parce qu'il sait que la décisions prise à l'encontre des sénateurs dont le mandat expire en 2022 est tout à fait illégale qu'il s'est gardé d'entériner sa décision par un acte officiel, tel qu'une résolution devant être publiée dans le journal officiel *Le Moniteur*; comme cela se fait normalement. Juridiquement parlant, cette décision par laquelle Jovenel Moïse prive les neuf sénateurs (moins un, Guy Philippe, en prison, on se le rappelle, pour avoir été reconnu coupable de trafic de drogue par un tribunal fédéral, à Miami), de leur droit d'exercer leur mandat de quatre ans n'a aucune base légale. Dès lors, comme l'ont laissé entendre les victimes, « ne les concerne pas ».

Le CEP se tait

Le Conseil électoral provisoire (CEP), qui a pour président est Léopold Berlangier, est l'organisme chargé d'organiser, de gérer et de superviser le scrutin avant de donner les résultats, et de décréter la durée du mandat de chaque élu. Cela veut dire que l'organisme électoral devrait, tout au moins, émettre un communiqué en vue de rappeler les uns et les autres des dispositions légales relatives au mandat de chaque groupe de sénateurs.

Mais, selon toute probabilité, Berlangier et le CEP ont décidé de se taire obéissant au mot d'ordre



Le sénateur Patrice Dumont.

de Jovenel Moïse. À noter que ce dernier s'est gardé de dissoudre l'organisme électoral dont les fonctionnaires continuent de percevoir leurs juteux salaires et des privilèges exclusifs. Il savait qu'il allait avoir besoin d'eux pour réaliser sa sale besogne.

Levée de boucliers contre Jovenel Moïse

Les sénateurs victimes de cet acte criminel du chef de l'État ne se laissent pas intimider. Collectivement ou séparément, ils interviennent publiquement pour dénoncer cet agissement inqualifiable. Les sénateurs Youri Latortue, Jean Renel Sénatus et leurs collègues ont déposé une plainte au Parquet de Port-au-Prince. De son côté, le sénateur Onondieu Louis a émis un communiqué dans lequel il rassure ses mandataires du Nord-Ouest qu'il n'est pas prêt à renoncer au mandat de quatre ans qu'il lui a donné pour les représenter au

Sénat. « Mon mandat n'est pas négociable », dit-il.

De son côté, Rosny Desroches,



Rosny Desroches.

un des membres de la société civile, a, lors d'une intervention publique, dénoncé sans appel cet acte de Jovenel Moïse. Selon lui, il s'agit d'une décision illégale, qui risque de compromettre le bon fonctionnement de la démocratie. Aussi invite-t-il le président du pays à faire marche arrière.

Le sénateur Patrice Dumont monte au créneau

Un des dix sénateurs élus pour six ans, le sénateur Patrice Dumont est monté au créneau contre la décision du président Moïse. Dans cette lettre adressée à ses collègues, également élus pour six ans, il les met en face de leurs responsabilités par rapport à la Constitution et à la Loi électorale. Voici le texte intégral de ce document.

« Port-au-Prince, 20 janvier 2020

« Sénateurs assermentés du 9
Suite en page 13

LE PEUPLE HAÏTIEN DÉÇU DE LA POLITIQUE DE WASHINGTON À SON ÉGARD La radicalisation politique de la nouvelle génération déjà en cours



L'ambassadeur américain Pamela White et l'ex-Premier ministre Laurent Lamothe au carnaval de Jacmel, en 2012, scène inhabituelle.

Par Léo Joseph

Il y a déjà environ huit décennies, William Jennings Bryan, secrétaire d'État, sous le président américain Woodrow Wilson, déclara : « Imaginer des Nègres parlant français ! ». Par ces propos, il exprimait le dédain hautin que les États-Unis et le monde anglo-saxon, en particulier, vouait aux Haïtiens, qui avaient vaincu l'Armée française, la plus puissante de l'époque, à la bataille de Vertières, le 18 novembre 1804. Ces paroles sorties de la bouche du quarante-et-unième secrétaire d'État américain, une figure de proue du Parti démocratique,

Suite en page 14

HAPPENINGS!

Haiti: Uncertainty after the first week of unfettered presidential power



Jovenel Moïse thinks by eliminating Parliament he also got rid of the opposition.

On the evening of January 12, President Jovenel Moïse didn't go early to bed. He kept looking at the clock, he may even have programmed it to ring at midnight. For, before 12:05 on January 13, he tweeted that the political power structure has changed in Haiti. In the process he became all powerful, free to rule Haiti by decree, beholden to no one.

As previously reported, on the second Monday of January, the 13th, the mandate of the Lower House had elapsed. That is all the 118 Deputies, equivalent

Continued on page 7



OU MERITE SWEN SANTE KI ABÒDAB

NY State of Health ofri plan bon kalite avèk:
Swen Prevantif Gratis. Prim ki ba. Depans ki soti nan pòch ki ba.

Jwenn èd fas-a-fas gratis nan men konseye asirans sante pou konpare plan, aplike pou asistans finansye pou bese depans ou yo, epi chwazi pwoteksyon ki travay pou ou.

**JWENN PLAN OU AN EPI ENSKRI ANVAN 15 DESANM
POU PWOTEKSYON K AP KÒMANSE 1YE JANVYE.**

☎ Rele: 1-855-355-5777 oswa TTY: 1-800-662-1220

🖱 Al gade nan: nystateofhealth.ny.gov

👤 Jwenn èd gratis fas-a-fas nan lang ou

On the Eve of the Earthquake's 10th Anniversary, Timberland Reflects on a Decade of Investment in Haiti

By Atlanta McIlwraith

Sunday, January 12 will mark the 10th anniversary of the catastrophic 7.0 MW earthquake that struck Haiti and shook the world. For months following the disaster, international media kept Haiti in focus and shared stories of loss, perseverance and hope. This anniversary and milestone presents an opportunity for the world to take new look at how Haiti has recovered and evolved over the past decade. At Timberland, we are doing just that. Our investment in Haiti began in 2009 with a commitment to plant five million trees in five years. That commitment led to an ongoing journey of learning, discovery and positive impact that we couldn't have imagined at the time.

Although we had aligned internally on our tree planting commitment in 2009, we planned to announce it publicly in 2010. The earthquake certainly gave us pause. As we learned more of the situation from news reports and our contacts on the ground, we wondered if our investment could be better spent to forward the urgently needed relief effort.

We certainly supported the relief effort with donations and by engaging other companies and our employees to do the same. We also reserved our largest investment for our planned

tree-planting program, as we believed it would support the ongoing recovery Haiti would need after the media cameras left the scene. Ten years later, we're glad we decided to stay the course.

In 2010, we partnered with the [Smallholder Farmers Alliance](#) which created its [Tree Currency](#) agroforestry model to engage smallholder farmers to plant, transplant and care for trees. In exchange for their time

agricultural training. After a few years, the list of redeemable benefits grew to include literacy programs, microcredit services, and more benefits the farmers requested.

At the end of five years, not only had the SFA planted five million trees but they had also delivered significant benefit to the farmers as well. On average, the 3,000 SFA farmers engaged in the program saw a 40% increase in their crop yields and a

results, Timberland explored ways to continue to support this valuable work - though this time, with the intention of becoming a customer.

Cotton came to mind as a crop that the farmers could grow and we could use in our products. In 2016, we invested in a feasibility study to explore cotton's return to Haiti after a 30-year hiatus. In 2017, the SFA conducted field trials of different varieties of cotton to determine which would fare the best.

One hundred farmers planted the leading varieties of cotton in August, 2018 and in January we participated in Haiti's first commercial [cotton harvest](#) since the late 1980s. The SFA then ginned and baled the cotton, which has now been woven into fabric that is in the hands of Timberland product designers. We aim to have products with Haitian grown cotton in our stores in 2021.

Last summer 350 farmers planted cotton and the program intends to scale over the coming years eventually to engage 17,000 farmers - all of whom participate in the tree planting program and earn access to seeds, tools, training and more that will increase their yields and incomes. Timberland has also recently pledged to plant even more trees in Haiti as part of its commitment to plant [50 million trees worldwide over the next five years](#).

This Haiti cotton program is bigger than just Timberland. We have engaged other brands and potential customers who want to support the development of a new supply chain of organically grown cotton that helps reforest Haiti and improve farmers' lives. In doing so, we are all supporting a program that will benefit Haiti's smallholder farmers and can scale to other smallholder farmer populations around the world.

As I reflect on the past decade, I am grateful for our partnership with the SFA and humbled by our shared progress to date. It is just the beginning. Although Haiti has experienced its share of tragedies and unrest over the years, it is a beautiful and hopeful country on the brink of so much promise. Timberland looks forward to continuing our work with the SFA to keep the opportunities coming.

About the Author

Atlanta McIlwraith is Timberland's Senior Manager of Community Engagement and Communication. She manages Timberland's partnership with the Smallholder Farmers Alliance along with other values partnerships for the brand. Atlanta had the privilege to plant trees and cottonseeds, join in last year's cotton harvest, and spend time with the farmers - all of which were unforgettable experiences that further fuel her passion to bring Haiti cotton to life.



Land cultivation within the Smallholder Farmers Alliance is hope big time from Haiti.

working in tree nurseries, participating smallholder farmers earn credits they can exchange for better quality seeds, hand tools and

50% - 100% increase in their incomes, which enabled them to send 3,400 more children to school. Encouraged by these



KOMISYON ANGAJMAN SIVIK
(CIVIC ENGAGEMENT COMMISSION)
AVI SOU REYINYON PIBLIK
Mèkredi, 23 janvye 2020 a 11AM
22 Reade Street, Spector Hall, New York, NY
Borough nan Manhattan
New York, NY 10007



Komisyon Angajman Sivik (Civic Engagement Commission, CEC) a pral òganize yon reyinyon piblik a 11 è am nan jou mèkredi, 23 janvye 2020 la, nan 22 Reade Street, Spector Hall. Komisyon an pral diskite sou metodoloji ki pwopozè a pou Pwogram Asistans pou Lang nan Qiwa lokal la ki pral bay entèpret nan biwo vòl Vil New York yo pou ede vòlè yo ki pa pale anglè byen (LEP) ki depoze von bilten vòl.

Nan mwatyan 2018, elektè Vil New York yo te apwouve reyinyon nan Chat la kite etabli Komisyon Angajman Sivik Vil New York la, ke w ka jwenn nan <https://nyc-charter-readthedocs.io/en/latest/c79/index.html>. Objèktif Komisyon an se pou ankouraje patisipasyon sivik atravè divès Inisyativ, ki gen ladan yo: planifikasyon bidjè defason patisipatif, relasyon sèvis entèpretasyon nan biwo vòl yo ak asistans pou konsèy liminotè yo.

Pou jwenn plis enfòmasyon sou Komisyon an, tanpri ale sou <https://www1.nyc.gov/site/civicengagement/index.page> Komisyon an.

Manm piblik la ka vini nan reyinyon sa a. CEC pral akòde yon peryòd tan nan fen reyinyon an pou piblik la fè kòmantè ki gen rapò avèk misyon ak aktivite Komisyon an. Tanpri note byen ke limit tan piblik la ap genyen pou fè kòmantè yo se twa minit. Tan sa a se tan pou fè kòmantè men pa pou pozè kesyon ni bay repons. Pou nou fasilite senkronizasyon kòmantè yo nan yon metòd ki annòd, tanpri voye yon imèl ki gen nan w ak afilyasyon w, pou w ka enskri pou pataje kòmantè w yo, nan info@civicengagement.nyc.gov avan 5pm, nan lendi, 23 janvye.

E si mwen bezwen asistans pou m patisipe nan reyinyon an? Lokal kote y ap fè reyinyon an aksesib pou moun ki sou chèz woulant oswa k ap itilize lòt aparay pou deplasman. Pral gen sistèm bouk pou endiksyon ak entèprèt ki espesyalize nan Langaj Siy Ameriken (ASL) k ap disponib, sou demann. Pral gen sèvis entèpretasyon gratis k ap disponib nan lang Panyòl. Ap gen sèvis entèpretasyon nan lòt lang tou k ap disponib, sou demann. Tanpri fè jandè demann sa yo oswa lòt kalite demann pou aksesibilite pa pita ke 5pm, nan jedi, 23 janvye, 2020, lè w voye yon imèl nan info@civicengagement.nyc.gov oswa rele nan (712) 788-6574.

Piblik la ka gade yon transmisyon andirèk pou reyinyon sa a e yo ka gade tou ansyen reyinyon ak odyans Komisyon an te òganize, sou sitweb Komisyon an, nan <https://www1.nyc.gov/site/civicengagement/meetings/meeting-notice-2019-06-19.page>.



DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

Aider les enfants immatures (suite et fin)

Par Rosie Bourget

Ce que les parents peuvent faire pour soutenir les enfants qui sont derrière leurs pairs : Garder la communication ouverte

Malheureusement, aucune quantité de planification ou de pratique ne peut totalement conjurer le potentiel d'intimidation, les parents doivent donc garder leurs antennes en place. La meilleure



Rosie Bourget

façon de savoir à quoi votre enfant est confronté est de garder une ligne de communication ouverte. Cela peut nécessiter de la persévérance. Posez des questions ouvertes et donnez aux enfants autant d'occasions que possible de vous dire ce qui se passe dans leur vie. Par exemple, si votre enfant rapporte qu'une fille avec laquelle elle était amie ne veut plus jouer, profitez-en pour faire un travail de détective. Au lieu de dire : « Oh, je suis désolé », ce qui arrête la conversation, essayez : « Cela semble bouleversant. Quelque chose est-il arrivé ou a changé entre vous, ces derniers temps ? » Si elle ne veut pas répondre, ou dit simplement : « Je ne sais pas », donnez-lui un peu d'espace.

Effectuer des recherches approfondies

Si vous craignez que l'immaturité de votre enfant ne lui cause des problèmes, commencez par faire des recherches sur son univers. Quels sont les autres enfants de l'âge de votre enfant qui écoutent, lisent, portent, regardent, etc.? Comment se comparent-ils aux intérêts de votre enfant ? Si vous trouvez quelque chose qui pourrait l'intéresser mais qu'il n'a pas repris, comme un groupe ou une émission de télévision, essayez de faire un plan pour le vérifier ensemble.

Engager l'école comme alliée

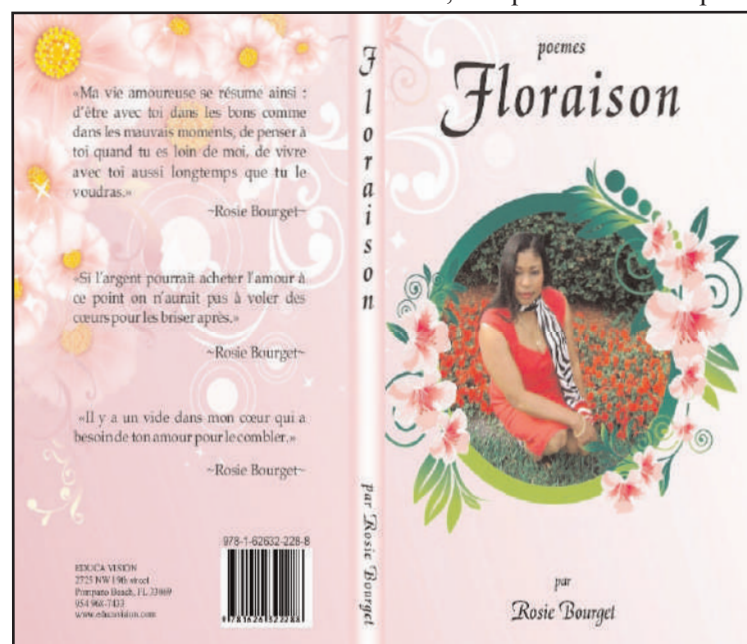
Enfin, si vous craignez que votre enfant ne soit mal à l'aise ou victime d'intimidation à l'école, engagez ses enseignants ou le conseiller de l'école comme allié. Si vous sentez que votre enfant pourrait bénéficier d'un petit échafaudage supplémentaire à l'école, vous pouvez lui demander de surveiller les intimidateurs et peut-être de l'aider socialement jusqu'à ce qu'il/elle se sente plus à l'aise. Même si vous ne vous doutez pas votre enfant est victime d'intimidation, il peut être judicieux de planifier un enregistrement avec l'enseignant de votre enfant. Il pourra peut-être vous donner une meilleure idée des pressions sociales et académiques auxquelles il/elle est confronté(e) à l'école.

Quand s'inquiéter

Dans certains cas, ce qui ressemble à l'immaturité peut avoir une cause différente. Les premiers signes de *déficience d'attention*, en anglais « Attention Deficit Hyperactivity Disorder » (ADHD), certains troubles d'apprentissage, l'anxiété et l'autisme peuvent tous être confondus avec une immaturité banale. Les comportements qui semblent extrêmes, ou qui ne se fanent pas à

mesure que les enfants grandissent, justifient une visite chez le pédiatre ou le clinicien de votre enfant. Certaines choses à surveiller comprennent : retards de parole, manque de coordination significatif qui ne convient pas à l'âge, par exemple, un enfant qui a du mal à utiliser une fourchette ou qui a du mal à écrire lisiblement longtemps à l'école primaire, manque total d'intérêt pour les activités sociales, anxiété grave autour de situations sociales, comme les soirées pyjama ou les fêtes, ou difficulté à se faire des amis ou à les garder, problèmes de sommeil importants qui ne conviennent pas à l'âge, par exemple un enfant de 9 ans qui a des difficultés à dormir toute la nuit sans intervention parentale, difficultés académiques qui ont un impact significatif sur les notes, problèmes de contrôle des impulsions ou de concentration. Dans la plupart des cas, cependant, être immature n'est qu'une partie de la croissance, comme avoir des genoux ou des bretelles noueuses. Donner à votre enfant l'aide et le soutien dont il a besoin pour naviguer de manière sûre et moins stressante l'aidera à se redresser lorsqu'il/elle rattrapera son retard et lui donnera des outils pour prendre soin de lui maintenant et lorsqu'il sera mature.

r_bourget@yahoo.com
Maîtrise en travail social (MTS)



HAÏTI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

AVIS MATRIMONIAL

La soussignée, Trina Carmel WAGNAC, épouse de Jean Réginald LEGROS, déclare qu'à partir de cette date, 5 novembre 2019, je ne suis plus responsable des actes et actions de mon époux, Jean Réginald LEGROS, en attendant qu'une action en divorce soit intentée contre lui, suite à de graves menaces proférées à mon encontre.

Fait à Miami, Floride, E.U.A., ce 5 novembre 2019.

MIRLÈNE CLEANING SERVICE, INC.

We specialize in House Cleaning.

No job is too big.

Call (347) 666-1965

Mirlène Cornet, Owner

Email: mirlenecornet@gmail.com

Frantz Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118

843 FRANKLIN AVE. (BET. UNION & PRESIDENT)

FRANTZSTUDIO.COM



Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

DR. KESLER DALMACY

Board Certified
& Award
Winning
Doctor



Cabinet Medical
Lundi – Samedi: 11 AM – 7 PM

Examen Physique sur écoliers
Traitements pour douleurs,
Fièvre
Immigration
Planning familial
Infection

Tumeur
Hémie
Circoncision
Tests de sang et de grossesse
Grippe

♦ MÉDECINE CHIRURGIE ♦

Prix Abordable

TEL. 718.434.5345 FAX 718.434.5565

NOTE DE PRESSE

LA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTILA PREMIÈRE ENCYCLOPÉDIE D'HAÏTI

Vient de sortir des presses des « Éditions Aupel » (Canada), le TROISIÈME TOME de l'œuvre colossale préparée par l'ancienne Présidente de la République d'Haïti, 1^{ère} femme Juge et magistrat à la Cour Suprême, maître Ertha Pascal Trouillot : « L'ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'HAÏTI » ».

Une mine de renseignements précieux, cet ouvrage unique, à rigueur scientifique, fruit de plus de cinquante années d'écriture et de recherches ininterrompues, plus de deux siècles d'anthologie humaine, d'illustres personnages, se révèle une réalisation titanesque, issue d'une ardeur presque sacerdotale et

d'une ténacité sans faille pour illustrer le passé historique d'Haïti à travers ses acteurs, témoins ou assistants qui ont forgé l'idéal de ce coin de terre. Œuvre patiemment élaborée pour être livrée dans sa forme achevée :



Ertha Pascal Trouillot, avocate.

Présentation parfaite — Haut de gamme Reluire soignée .. Incrustations or .. Signet en tissu et tranchefile .. Tranches de tête, de pied et de gouttière dorées. Plus une édition de luxe.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti », vrai travail de bénédictin, collige les personnalités d'Haïti ou d'ailleurs dont les travaux ou les prouesses ont influencé le devenir de la société haïtienne.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » est le tribut des nuits de veille attardée, de quêtes incessantes, de fouilles dans les bibliothèques privées et publiques, dans les archives nationales ou de famille ; de renseignements ou témoignages, de consultations, de traitement des données ; d'inscriptions gravées sur les stèles des monuments publics et lieux de repos ; d'interrogatoires incessantes et vérifiables posées aux descendants ; de références photographiques puisées à même les trésors ancestraux ; de visite des grandes capitales du monde en quête d'informations éparpillées et inédites, ect.

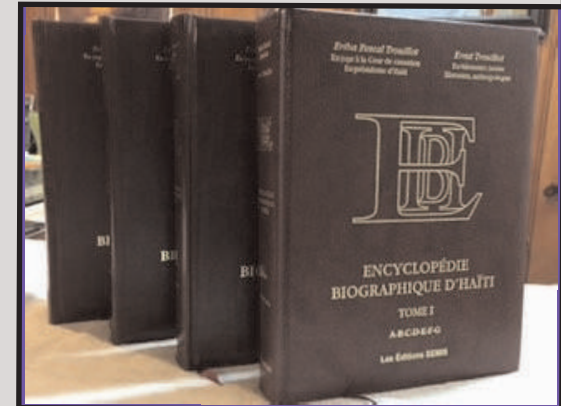
« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » se veut le recueil des gloires, des peines et misères enregistrées dans le tissu social, et illustrées par des personnages hors du commun.

« L'Encyclopédie Biographique d'Haïti » n'est pas un ouvrage politique. Com-

me le soutient le préfacier du 3^{ème} tome : « *Ce n'est pas un annuaire, ni un livre d'histoire événementielle. Ce n'est pas un panégyrique ni un Who is Who. N'y cherchez aucune malice, car il n'y en a pas* ».

L'ouvrage est sans prétention littéraire. Il renseigne, informe, rappelle, instruit, réhabilite, honore et vise un futur historique amélioré et positif. Comme toute œuvre humaine, il appelle à s'améliorer, à s'agrandir dans la continuité, par de nouvelles silhouettes, de nouvelles figures emblématiques, de nouveaux entrants tirés dans la vaste galerie nationale.

Que ceux qui brûlent du désir de renaître avec le peuple d'Haïti et son épopée viennent s'abreuver à la source féconde des pages glorieuses de son histoire toutes scellées du souffle épique et apprécier en hommage posthume à Ernst et en admiration reconnaissante à Ertha qui, seule, durant des décennies, a parachevé les quatre (4) volumes livrés aujourd'hui à la délectation des lecteurs.



Ertha Encyclopedie Book Picture

FAITES VOTRE COMMANDE, TOME 1 ; 2 ; 3 ; 4 ; OFFREZ EN CADEAUX POUR : ANNIVERSAIRE, FIANÇAILLES, MARIAGE, NOUVEL AN, GRADUATION, SOUVENIR DE FAMILLE, BIBLIOTHÈQUE PRIVÉE, UNIVERSITAIRE, CONCOURS DE TOUT GENRE, PRIME D'EXCELLENCE, PRÉSENT À UN VIP, COLLECTIONNEUR, CADEAU PRÉSIDENTIEL, DIPLOMATIQUE OU CONSULAIRE. En toutes occasions, OFFREZ OU PROCUREZ-VOUS UN CADEAU DE CLASSE, UN CADEAU ROYAL, appeler : « ENCYCLOPÉDIE BIOGRAPHIQUE D'Haïti ». Le tome 4, déjà sous presses, sera bientôt disponible.

Voici les voies et moyens :

PHONE : 347 – 697 – 9457

Adresses : a) E – MAIL :

Ertha@erthavision.com

b) Mme Ertha Pascal Trouillot

GLEN OAKS, NY 11004 - 0309

BESOIN D'UNE AMBULANCE POUR SAUVER DES VIES

La clinique JACQUES VIAU du batey de Consuelito, en République dominicaine, inaugurée le 6 mai 2016, commence à fonctionner, avec un équipement trop modeste pour garantir un accueil adéquat de la communauté de façon pérenne.

Il y manque encore un outil important et indispensable pour le transport des malades dont l'état de santé nécessiterait des soins appropriés et urgents. Il est donc d'une extrême importance que la clinique puisse disposer, dans les meilleurs délais, d'une AMBULANCE

EQUIPEE et digne de ce nom. Or, les fonds manquent pour l'acquisition immédiate d'un tel équipement qui permettrait de garantir le fonctionnement, de jour comme de nuit et 7 jours sur 7, du service des urgences de l'établissement.



Actuellement, cette clinique ne dispose que d'une armoire à pharmacie, de quelques sièges, d'une table de consultation et d'un dortoir destiné au personnel médical.

La clinique dessert non seulement la communauté du batey de Consuelito, qui compte une population de 24 000 habitants, mais elle est aussi destinée à l'accueil des malades de plus d'une douzaine de bateys avoisinants, dans un rayon de quinze kilomètres. Il s'avère donc indispensable que le service des urgences de la clinique puisse disposer d'une ambulance équipée pouvant assurer, de façon permanente et en toute sécurité, le transport des patients dont l'état de santé nécessite une prise en charge pour un transport urgent et dans des conditions satisfaisantes.

Dès l'ouverture de la clinique, le personnel médical assure plus d'une trentaine de consultations par jour au profit des seuls habitants du batey de Consuelito, qui sont en mesure de se présenter à l'accueil par leurs propres moyens. Il va sans dire que ceux qui ne peuvent se déplacer restent cloués chez eux, au lit et privés de soins médicaux dont ils auraient besoin de toute urgence.

C'est pour toutes ces raisons que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT, seule initiatrice de la construction de la clinique « JACQUES VIAU » dans le batey de Consuelito, en République dominicaine, lance un appel pressant aux généreux donateurs potentiels, aux fins de recueillir les fonds nécessaires pour l'acquisition d'une ambulance équipée, outil indispensable pour le fonctionnement adéquat du service des urgences de cet établissement médical.

Je rappelle que l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT est reconnue d'intérêt général par les autorités françaises et bénéficie du statut d'entreprise humanitaire d'utilité publique.

Par conséquent, les donateurs bénéficieront automatiquement, pour leur don, d'une exonération fiscale à hauteur de 60 %, s'il s'agit d'une société, et de 66 % s'agissant de la donation d'un particulier.

Les dons peuvent être adressés à : l'ASSOCIATION HISPANIOLA DEBOUT

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Kijan demokrasi kapab tounen diktati

Depi lendi 13 janvyè, Ayiti rantre nan youn lòt sistèm gouvènman e si pou sa kontinye konsa, nou ka tonbe nan youn diktati san nou pa atann. Deja, prezidan Jovenel Moyiz (Jovenel Moïse) montre kijan li pral fè sa l vle, jan l vle. Sa k pa kontan anbake. Men jan yo di pawòl la, se ka byen konte, mal kalkile.

Antouka, kou minwi te sonnen nan dimanch swa, 12 janvyè, epi lendi, 13 janvyè te parèt sou nou, anvan ba jou te kase, pa t menm gen 5 minit pase apre minwi, prezidan Moyiz te gen tan manche «*Twitè l*» epi l lage youn mesaj sou *Entènèt* la pou l di : «*Mwen konstate ke Palman an pa egziste ankò, paske manda tout 118 depite yo fini avèk pa 2 tyè nan senatè yo* ». Kivedi jou dimanch swa a, li pa t janm dòmi, li te chita devan youn gwo revèy ap veye lè. Kivedi, se youn bagay li t ap tann : Gouvènman pa dekrè, san l pa gen kont pou bay pèsoun. La tou li kouri mete youn lòt mesaj sou *Twitè* pou l di l ap pran tout responsablite l nan sitiyou sa a. Kòm si l ta di, mwen pral pran desizyon jan m konnen pou m mete lòd nan dezòd.

La tou, menm lendi a, 2 senatè—Jozèf Lanbè (Joseph Lambert) ak Patris Dimon (Patrice Dumont)—kouri mete kominiye pa yo deyò kòm si y ap di prezidan an l al twò vit. Yo di, tout tan gen 10, osnon 9 senatè an pòs, Palman toujou egziste. Nou di 9, olye de 10 ki se youn tyè Sena 30 manm nan, paske gen youn ladan yo ki nan prizon federal Ozeta Zini.

(Eskize m, men m oblije ap fè youn ti detou ak nou pou m fè nou sonje Gi Filip (Guy Philippe). Nou sonje kijan nan mwa janvyè 2017, li pa t menm gen tan prete sèman pou l rantre nan Sena a, Lapolis Ayiti ki t ap travay ak DEA (*Drug Enforcement Administration*) te arete msye epi renmèt li bay otorite ameriken yo. Depi yo te jije msye an 2017 la pou kesyon konmès dwòg, l ap prije 9 lane prizon l bò isit. Yo te ka ba l jiska 20 t an menm, men msye te koopere, li devwale anpil sekrè. Youn lè konsa, lè nou pa atann, gen lòt Nèg y ap pran menm jan an tou).

Ann tounen sou kesyon si Palman egziste vre a. Konsistasyon an di Sena a la an pèmans, sètadi pa gen anyen k chanje. Gen 9 senatè an fonksyon. Okontrè, mesye yo gen tan òganize yo, monte you biwo Sena a ak 3 pòs. Byen ke yo tout se nan pati Tèt Kale a

yo soti. Kivedi, yo la pou la galri, paske pa gen ase senatè pou gen kowòm pou pèmèt yo vote okenn lwa osnon pou yo pran youn desizyon.

Mènm senatè yo an fonksy-



Jij mande pour leve iminite senatè Grasya Delva, ki se mounn Jovenel Moyiz, men li toujou nan Sena a.

on, ap touche kòb yo chak mwa, yo pa vrèman gen otorite pou anpeche prezidan Moyiz fè sa l vle. Gade kisa prezidan an di li pral fè ak lajan ki te konn sèvi pou peye depite ak senatè yo ki pa la ankò yo. Se te 16 milyon 3 san mil dola (16 300 000,00 \$). Li di ak lajan sa a, li pral bati 10 lise, san dout youn nan lekòl sa yo nan chak depatman. Imèdiatman, prezidan Moyiz enterese nan edikasyon pitit peyi a. Se youn fason pou adousi elèv ak pwofesè ki nan mouvman pou l rache manyòk li a. Asireman, gen mounn ki pral bat bravo pou prezidan an. Antretan, se kòm si li di mesye depite ak senatè sa yo se youn bann sansi k ap souse peyi a san yo pa vrèman fè anyen. Se sa ki lakòz pa gen ase kòb pou bati lekòl epi pou fè anpil lòt bon bagay, tankou lopital, wout, elektrisite elatriye. Donk, bann palmantè yo pa nesèsè. Se sèl li menm ki konn sa k bezwen fèt pou peyi a ka byen mache. Babay Palman ! Epi la tou n ap rantre nan diktati. Pi devan, pou laparans, yo ka rele l «*Prezidan avi !* » Nou wè katon sa a deja. M pa bezwen di nou plis sou sa.

Ann tounen sou lajan palmantè yo. Prezidan an, sèl bòs, pa gen okenn detay pou l bay pèsoun. Li annik pale de 16 milyon 3 san mil dola ke depite ak senatè yo t ap touche. Men l pa di anyen sou tout mago lajan ki sou bidjè pou Palman

an pou ane a. Antouka, nou menm n ap bay li. Se 60 milyon dola (60 000 000,00 \$). Sa vle di apre li fin pran 16 milyon 3 san mil pou bati 10 lise yo, jan l di a, pral rete 43 milyon 700 mil dola toujou (43 700 000,00 \$). Kisa l pral fè ak lajan sa a ? Se pa zafè ki regade pèsoun. Prezidan an fè sa l vle. Pa gen okenn depite ni pa gen ase senatè pou mande l okenn kesyon sou kisa l pral fè ak lajan ki sou bidjè pou Palman an. Epi afè bidjè a pa vrèman alamòd ankò. Depi 2 zan, se tankou youn ti boutik lafanmi gouvènman ap opere. Se koun-

de msye Jovenel Moyiz kòm biznismann, nou ka di se kounye a msye nan asyèt li. Li pa p bezwen ranje anyen sou lè kote, fè tout klas kobinezon, pou volò lajan Leta, jan l te fè sa ak konpayi *Agritrans* avèk *Betexs*. Nan rapò *Cour supérieure des comptes et du Contentieux administratif* (CSC/CA) la, yo byen eksplike kijan msye Jovenel Moyiz, menm anvan l te vin prezidan, te fè koutay pou volò lajan Leta. Menm pandan l prezidan an, li debake nan *Banque nationale de la République d'Haïti* (BRH) li fè prete 100 milyon dola (100 000 000,00 \$) swadizan pou l ede peyizan ki nan lagrikilti. Men koute sa, li swadizan prete kòb la a enterè en pousan (1 %) epi l ap prete peyizan yo a di pou san (10 %). Kounye a, ke se li sèl ki chèf, tout branch Leta yo pral sou zòd li epi sa l mande yo se sa pou yo fè.

Antouka, se pa mwen sèlman ki wè gwo danje ki pandye sou tèt peyi a avèk youn mesye Jovenel Moyiz k ap gouvènman pa dekrè san l pa bezwen rann kont bay pèsoun. Nan dat 15 janvyè, 2 jou apre prezidan Moyiz te di li «*konstate* » ke pa gen Palman e ke l ap pran responsablite l jan sa dwa pou l gouvènman jan lide l di l, anbasad ameriken nan Pòtoprens mete youn kominiye deyò pou l fè konprann ke sa pa pi bèl pase sa.

N ap bay kominiye anbasad la jan l parèt la an franse : «*Tant qu'un accord politique n'aura pas été trouvé & tant que la situation sécuritaire ne sera pas améliorée, les haïtiens ne pourront bénéficier pleinement des programmes de @USAID. Les acteurs politiques haïtiens*

détiennent la clé de l'avenir d'Haïti. Ils doivent agir maintenant ». [Twitter.com/JBarsaUSAID/st](https://twitter.com/JBarsaUSAID/st)

Yo mete l ann angle tou : «*Until there is a political accord and an improved security situation, Haitians won't get the full benefit of @USAID programs. Haiti's political stakeholders hold the key to Haiti's future. They must act now.* » [Twitter.com/USEmbassyHaiti](https://twitter.com/USEmbassyHaiti)

Epi an kreyòl tou : «*Toutotan pa gen youn antant politik e toutotan kondisyon sekirite a pa amelyore, pèp ayisyen an pap ka jwenn tout avantaj pou li ta jwenn nan pwogram @USAID yo. Kle avni Ayiti nan men aktè politik yo. Yo dwe aji kounnye a.* » [@JBarsaUSAID](https://twitter.com/JBarsaUSAID) ».

Si Ameriken yo pran pozisyon sa a piblikman konsa, sa vle di Jovenel Moyiz pa gen tout libète li kwè li genyen an pou l fè sa l vle, jan l vle. E si w wè Ameriken yo pran devan, se siyal yo bay pou tout lòt aktè entènasyonal yo. JoMo pa bezwen kwè van lajan an pral louvri pou li epi l ap genyen apui entènasyonal pou l mete gouvènman diktati l la anplas. Se le moman pou tout depite ak senatè sa yo ki lage 2 bra pandye nan lari a mete tèt yo ansanm ak tout pèp ayisyen an pou di sa pa ka kontinye pi lontan ankò. Lè a rive pou youn vrè solisyon. Nou pa ka aksepte pou se volè patante ki konprann li ka delivre peyi a avèk youn lòt diktati «*prezidan avi* ». Pa gen sa pyès.

E kòm nou toujou di, n ap repete pawòl la : «*Lariyè avèti pa touye kokobe* »



HAPPENINGS!

Continued from page 1

to Congresspeople, were out. Since the mandated elections of October 2019 weren't held, the country was left without the Lower House legislators whose duties also include checks on presidential authority. It happened that the mandate of one third of the 30-member Senate had also elapsed, due to the failure of organizing the October elections. With two-thirds of the Senate still functioning, the legislators of the Upper Chamber could act as breaks to presidential power. Thus, President Moïse dictatorially voided the mandate of another third of the Senate, leaving that body with only 10 Senators, minus one, Guy Philippe who, though elected, was never sworn in. Arrested in January 2017 by the Haitian Judiciary Police, he was handed over to agents of the Drug Enforcement Administration (DEA) who, immediately had flown him to Miami. Finally, the 10-year warrant for his arrest for alleged involvement in cocaine-trafficking was served. Tried in a federal court in Miami, in July 2017, he was sentenced to nine years in jail.

Back to the 10 Senators stripped of two years of their 6-year mandate by the president. Among them are some of the most outspoken critics of the president, including Senator Youri Latortue, who exposed the corrupt practices of the ruling regime. Some of the victimized Senators have reacted by suing the president and his adviser Charles Faustin. On January 16, citing the

"separation of the three powers of State," Senators Jean Renel Sénatus, Jean Marie Junior Salomon and Dieupie Chérubin filed their complaint with the Court of First Instance of Port-au-Prince. They assert that a "presidential tweet" can't be considered a binding legal document.

The Senators, legal experts themselves, accuse Jovenel Moïse of "violating Article 95 of the Constitution and Article 50.3 of the electoral decree of 2015." That electoral decree had set their mandate at six years. Unquestionably, the president has overstepped his prerogatives and the Senators demand that the law be applied against him and those who advised and supported him



Sénateur Dieupie Chérubin.

in his grab for total power.

On January 14, seven Senators—Jean Marie Junior Salomon, Dieupie Chérubin, Jean Renel Sénatus, Youri Latortue, Dieudonne Etienne Luma, Nenel Cassy, Patrice Dumont—addressed "Parliamentary organizations and Parliaments through-

out the world," stating the object of their letter: "The Haitian Parliament in difficulty and under threats of the Executive." They began with organizations at the United Nations, and addressed parliaments in various countries, like Canada, France, Switzerland, Luxembourg, the European Union, the African Union, the Latin American, Caribbean bodies and more. They described the situation in Haiti under the PHTK regime which has turned dictatorial. All of a sudden, the Haitian crisis has been internationalized.

On a weeklong trip to Haiti, on January 14, John Barsa, USAID Assistant Administrator for Latin America and the Caribbean, issued a communiqué via Twitter, which appeared on the site of the American Embassy in Port-au-Prince, stating the following: "Until there is a political accord and an improved security situation, Haitians won't get the full benefit of @USAID programs. Haiti's political stakeholders hold the key to Haiti's future. They must act now. Twitter com/US Embassy/Haiti."

Many Haitians, deriding the president, say: "Le Blanc a parlé!" (The White man has spoken!) Is that why, after a week of full power, ruling by decree, President Moïse feels himself incapable of doing as he pleases?

In a tweet, his new genre of communication, on Monday, January 20, exactly one week after his apparent victory over Parliament, the president states: "The inter-Haitian dialogue remains the only path toward durably solving the crisis. Advancing that process with key

sectors of the country is my most cherished wish, leading to the setup of a government of national unity which will have the wherewithal to undertake the necessary reforms for Haiti's progress."

Moreover, President Moïse shows much concern about the renewed insecurity which generally affects the country, but especially the southern entrance to Port-au-Prince, where the gangs have the upper hand. Read on: "I call urgently for a coordinated



Sénateur Jean Marie Junior Salomon.

plan by the Superior Council of the National Police (French acronym CSPN) in concert with the courts of the Republic, to undertake concrete actions to put an end to the insecurity and banditism and that the law be respected. Impatiently, the whole nation awaits results."

To be noted, in his communiqué, USAID's John Barsa said that without "a political accord and improved security situation, Haitians won't get the full benefit of USAID programs." Is President Moïse now in a hurry to get "results" to show to the U.S. official who can help him with what's needed to feed a starving nation? According to a report, last

November, by the World Food Program, of the more than 3.7 million Haitians that need food assistance, one million are in a state of emergency.

Also, it has been proven that the PHTK regime has used gangs to punish anti-government protesters, even to carry out massacres, such as the La Saline massacre during which more than 70 people, including children, were gunned down or chopped with machetes, their bodies thrown on dumps. That even came to the attention of the Secretary General of the United Nations who, last July, asked for a thorough investigation and punishment of the guilty.

Indeed, the mismanagement of funds and actual embezzlement of more than \$4-billion of the PetroCaribe Fund have led to a widespread revolt of the citizens against President Moïse and the PHTK party. Calling for a dialogue which would include keeping Jovenel Moïse as president would be a slap in the face of the



Senator Jean Renel Sénatus.

citizens from practically all sectors of society that have asked for his dismissal without condition. May the people be heeded!

RAJ
January 22, 2020

Terre de miel aux épines de fiel : Un titre, un second recueil signé Patrick Charles

Par Dan Albertini

Ce second recueil de poèmes prépare-t-il littéralement un triptyque en cours ou le roman ? Annonce chez un poète écrivain coïncé dans la provocation du sentiment profond non dévoilé. Je ne raconte pas ici sa poésie, il faut faire l'effort d'aller le visiter.

Je ne suis pas prophète, je suis esthète créateur assez pour vouloir comprendre. L'écrivain a besoin de s'exprimer sur les vagues qui nous emportent vers ce roman plus délicieux, par exemple sur la plage d'été. L'industrie nous le propose. Oups, je dis : industrie, je crains la foudre en prose là où je suis pourtant en berne. Terre de miel... de fiel.

Patrick Charles nous gâte afin de mieux nous avaler plus tard, pourquoi pas. Le marché du livre ne se consacre généralement pas la poésie. Me voilà à mon corps défendant dans les termes commerciaux éphémères tandis que la poésie est évasive, immatérielle. Je la trouve à la fois matérielle quand pat va vers métro Snowdon par exemple (l'homme dans le train (Humanité-2018), c'est la chaise vide du roman. Il brille même dans sa médiocrité. Je l'ai

constaté l'an 2019 au Salon avec ma fille. Mais, je ne peux pas expédier 'pat' sans dédouaner le recueil de fiel au miel. Dédouaner oui, il est au port, libre du commerce poète-écrivain.

Terre de miel aux épines de fiel : est-ce le recueil d'une contestation voilée, le cri du cœur d'une reconnaissance de terrain très habile de l'âme d'un poète largué dans la ville. Un cœur comme celui de l'Haïtien nostalgique vivant deux aux quatre-saisons de Montréal ?

Dans «de cuisinier et le poète», c'est la croisée de deux mondes solitaires.

Brézault parla curieusement de gastronomie, car le poète dans ses recueils qu'il caresse, plus qu'un souvenir ce sont les mots qu'il chatouille. Il est poète Brézault de son émission «reflets de vers libres», à Montréal, mesure chaque souffle coupé. Je l'ai remplacé en projetant son personnage pour l'auditoire, simulant l'étonnante confusion pendant une demi-saison. Je me rappelle aussi de ce cuisinier de Grilly (l'Ain en France). Pierre Renaud quand il mijote dans ses casseroles à Gland Suisse, il aimait la poésie malgré adepte de moteurs

de voitures. Pierre est solitaire dans ses pensées entre la recette et le service à la salle à manger du Château de la Lignière. Aide, Pierre me saisit de la cuillère de potage et me sert sa poésie culinaire : «goûte-moi ça». Mais sa serviette est : les cuisines du Nimitz dans le port léger de Toulon, le crash test du moteur de la Fiat Punto. Je retourne au titre de 'pat' Charles, tel mélange audacieux.

En fait, poète et cuisinier, ils ont tous deux l'élan connu d'eux seuls à raconter, pour vous dire : «oublie ça, ce n'a pas d'importance». Ils croient les deux qu'on est de qui trop d'éloges dans ce monde de consommation. Peut-on ne pas consommer le cuisinier, le poète tandis que, ils se vantent tous deux de leurs reflets de verre ? Il y aura toujours l'excuse pour le lamb (agneau) arrosé de fumet de poisson parce qu'en en partant de la maison la requête de divorce est sur la table. Même excuse pour un ver cassé quand l'amoureuse l'a quitté pour l'Apollon du bar. Mais, que peut-on vouloir se dire entre un poète et un cuisinier en se croisant dans un train ?

Je me suis interrogé sur le fait. Pat prête son ver en surprenante civi-

lité, il fait revivre le plat du cuisinier hors du resto. Il prend soin par contre de mieux faire pétiller le mot du poète à sa table. Pourquoi donc inviter Patrick Charles poète dans notre univers : talents, économie si ça prend de l'étoffe, audace, le verbe sans passion ? Mieux, il dévoile le roman d'ici là. Si je signe de ce fait, m'en voudra-t-il plus que ça !



DE BROSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE
MALPRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

BEST CARE UNISEX BEAUTY SALON INC.



SPECIALIZING IN
COLORING
RELAXERS
JERRY CURLS
HAIR EXTENSIONS

All nations styles Serving NY, NJ, CT, PA and other States

WE SPEAK ENGLISH • HABLAMOS ESPAÑOL
NOUS PARLONS FRANÇAIS • NOU PALE KREYOL

FOR APPOINTMENT CALL:
[718] 740-4523

MOBILE PHONE: 516.859.4106

ADDRESS: 190-30 (BET. 190 AND 191 STREETS) JAMAICA AVE. HOLLIS, QUEENS, NY

**SI
PWOPRIYETÈ
KAY OU A DI:**

Mwen bezwen twa
mwa depo sekirite
anvan ou antre nan
kay la.

W ap lwe nan New York?
Nouvo lwa yo kore lokatè yo opri ranfòse
relasyon lokatè-pwopriyete yo. Aprann
plis nan nyc.gov/tenantprotection.
#RentersRights (#DwaLokatèyo)

**DI YO
LALWA
A DI:**

Depo sekirite yo
ka montan lwaye
yon mwa sèlman.

NYC
Mayor's Office to
Protect Tenants
Bill de Blasio
Majistra



**“MWEN TE FÈ
L JWENN YON
IDNYC POU
EKSPLORE
LEMONN LIV YO.”**

 **id
NYC**



**Nouvè
Model Kati**

Pou laj 18 zan ak plis, IDNYC a se kle w pou ale nan bibliyotek yo nan chak minisipalite. Kat la gratis epi konfidansyèl, se kat idantite Vil Nouyòk la.
Mande youn nan nyc.gov/idnyc oswa rele 311 epi di 'IDNYC.'

Enskri pou asirans sante bon mache oswa gratis jodiya!

Peryòd Enskripsyon Lib Chak Ane a se ant 1ye novanm 2019 ak 31 Janvyè 2020.

GetCoveredNYC se pwogram sansibilizasyon ak enskripsyon asirans sante ofisye Vil New York la. Jwenn èd fas-a-fas nan lang ou pou jwenn èd pou twouve ak enskri nan pwoteksyon ki apwopriye pou ou a!

Rele 311
Ale sou sitwèb
nyc.gov/GetCoveredNYC



GetCoveredNYC

 **NYC
CARE**

Ou pa kalifye pou asirans? NYC Care disponib nan Brox. Rele 311.

NYC

ÉDITORIAL



La dictature ne doit pas renaître en Haïti !

Le 7 février 1986, date de la chute de la dictature des Duvalier, le peuple haïtien, au pays comme à l'étranger, debout comme un seul homme, a déclaré à jamais banni ce système politique, un serment que les défenseurs de la démocratie ont juré de tenir à tout prix. Aussi, depuis lors, ces derniers se mobilisent-ils pour faire échec à toute velléité de retour de ce monstre exprimée par actes et décisions de politiciens mal intentionnés. Mais jamais, auparavant, un chef d'Etat en fonction n'avait poussé de telles ambitions aussi loin que Jovenel Moïse, en s'arrogeant le droit de violer la constitution de manière aussi flagrante qu'aussi grotesque et irréflecti. Mais qu'il se le prenne pour dit : Cette effronterie ne passera pas !

Sans froid aux yeux, par un *tweet*, le locataire du Palais national, en passe d'être mis à la porte par le peuple souverain, a lancé l'annonce suivante, il croit constater « la caducité » du Parlement. Il ne fait pas allusion seulement à la fin du mandat régulier des membres de la Chambre basse et du tiers du Sénat, qui arrive à expiration le second lundi de janvier (13 janvier), mais également à ceux élus pour six ans, soit 19 sénateurs, le vingtième, en l'occurrence Guy Philippe, ayant été arrêté par des policiers de la DCPJ et remis aux agents de la *Drug Enforcement Administration* (DEA). Car, depuis plus de dix ans, il était l'objet d'un mandat d'amener aux Etats-Unis, puisqu'inculpé pour son implication présumée dans le trafic de drogue. Voilà l'interruption du processus démocratique et de l'ordre constitutionnel, qui peinaient déjà à évoluer sous le régime PHTKiste dirigé par *Nèg Bannann nan*.

D'aucuns s'interrogent encore sur la signification de ce procédé par lequel un simple *tweet* remplace une décision officielle de la présidence généralement présentée sous forme d'une résolution publiée dans le journal officiel *Le Moniteur*. La nation attend encore cette formalité, qui tarde à venir. Si effectivement, Moïse est capable de se donner les moyens de pousser son outrecuidance jusqu'à sa conclusion logique.

N'empêche que l'Exécutif a pris, de par lui-même, la décision d'ignorer le principe de la séparation des trois pouvoirs en éliminant un d'entre eux. Ainsi il montre avec quelle désinvolture il pose un geste aussi grave. Cela surprend encore davantage qu'il se croit dans ses droits légitimes de défendre le respect de son mandat face à des millions de manifestants descendus dans la rue pour exiger sa démission « *immédiate et sans condition* ». A la lumière de ce raisonnement, il y a fort à parier que la mobilisation anti Moïse va connaître un nouvel élan. Surtout que les électeurs qui se font représenter au Sénat de la République pour une période de six ans n'ont pas demandé à révoquer leur mandat. Contraire-

ment à Jovenel Moïse, élu avec 500 000 voix sur six millions de personnes éligibles, dont la démission est exigée par des millions de citoyens, toutes catégories sociales confondues.

Sous la foi du serment pris par le peuple haïtien relatif à la fin définitive de la dictature, les défenseurs de la démocratie doivent se mobiliser, encore comme un seul homme, contre les élans dictatoriaux de Jovenel Moïse. Surtout que, dans ce contexte de corruption généralisée dans lequel il gouverne le pays, ce fléau aidant, le nombre de ceux qui devraient l'opposer avec fermeté contre lui tend à diminuer. Il nous faut prendre notre courage à deux bras pour contrer *Nèg Bannann nan* et ses alliés du PHTK. Cette nouvelle détermination est d'autant plus nécessaire que le Conseil électoral provisoire (CEP), l'institution compétente pour trancher dans cette crise, s'est retranché dans un mutisme coupable. Et, de toute manière, rien n'autorise à croire que celle-ci a le courage de prendre la décision dictée par ses prérogatives constitutionnelles en pareille matière.

Toutefois, les sénateurs victimes de la fripouillerie de Jovenel Moïse n'ont pas baissé pavillon devant lui. Ils ont décidé de l'attaquer de front en portant plainte pour lui et ses conseillers au Parquet de Port-au-Prince.

Même chose pour le sénateur Onondieu Louis, lui dont le mandat a été aussi écourté par le chef de l'Etat décrié. Dans une note de presse diffusée le 18 janvier, le bureau du sénateur du Nord-Ouest a indiqué qu'il suit de près l'actualité politique concernant « *l'interruption du mandat des sénateurs* ». Elle dit que le parlementaire veut rassurer ses mandants et la « *villante population du Nord-Ouest* » qu'il reste attaché au mandat de « *six ans* » qu'ils lui ont conféré, « *lors des dernières législatives de 2015, selon les prescrits de l'article 50.3 du décret électoral* ». Dans la foulée, elle continue en disant que les deux années qui restent de son mandat « *ne sont pas négociables* ». La note souligne, en outre, que « *la solution à la crise doit passer nécessairement par un dialogue franc et fertile entre les différents protagonistes* ».

Entre-temps, ce qui prend l'allure d'un revirement de la part de Jovenel Moïse reste à s'expliquer clairement. Des informations disponibles, dans les milieux politiques, à la capitale, font croire que les 10 sénateurs dont le mandat a été illégalement, et de manière indécente, écourté par le chef de l'Etat, ont regagné leurs bureaux respectifs au Sénat, aujourd'hui, lundi, 20 janvier. Après une journée régulière de travail, on ne sait de quoi le lendemain sera fait.

L'accalmie constatée dans la mobilisation anti-Moïse n'est qu'un incident de parcours. Mais que celui-ci n'y voit pas l'essoufflement des forces oppositionnelles, au point de crier victoire. Car après

avoir suscité une autre crise rien que pour brouiller les pistes, les militants doivent redoubler encore d'effort en vue d'atteindre leur objectif : Ejection de Jovenel Moïse

du Palais national et l'émergence d'une société moderne inclusive sans lui. Car la dictature a vécu en Haïti depuis le 7 février 1986.

HAITI OBSERVATEUR



Un mandat pour le pays

**Haïti-
Observateur**
P.O. Box
356237
Briarwood,
NY 11435-
6235 Tél. (718)
812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 5ème étage
Port au Prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321 6434
12 Haïti CA Canada
12213 Joseph Cassavari
Montreal H3M0C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir
de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Valtoun
13 K Avenue Faidherbe, 81 Rt Apt. 41
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1ère classe
☐ 48.00 \$ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

☐ 55.00 FF, pour six (6) mois
☐ 100.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe
☐ \$73.00 US, pour six (6) mois
☐ \$140.00 US, pour un (1) an

EUROPE

☐ 73 EURO\$, pour six (6) mois
☐ 125 EURO\$, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en
francs français

Name/Nom

Company/Compagnie

Address/Adresse

City/ville

State/État

Zip Code/Code Régional

Country/Pays

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

EDITORIAL

Dictatorship must not reborn in Haiti!

On February 7, 1986, when the Duvalier dictatorship fell, the Haitian people, at home and abroad, standing as one, declared that political system banished, an oath that the defenders of democracy have sworn to uphold at all costs. Since then, they have mobilized to thwart any desire to return to this monster-type rule of the nation. And more than once, they've stood up to the actions and decisions of ill-intentioned politicians. However, never before have Heads of State pushed their ambitions as far as Jovenel Moïse has, assuming the right to violate the constitution so blatantly. And being so grotesque and thoughtless about it! But let him be warned that he won't succeed in his effrontery!

The boss at the National Palace fails to see the determination of the sovereign people to kick him out of there. Instead, in a midnight *tweet*, he asserted acknowledging the obvious: Parliament is "null and void." He says that he acknowledges the end of the regular mandate of the members of the Lower House and that of one third of the Senate, as of the second Monday of January (the 13th). But he went further by announcing the end of the mandate of Senators who were elected to a six-year term. In other words, arbitrarily he gets rid of another third of the Senate, eliminating 19 senators, the 20th member, Guy Philippe, being jailed in a U.S. federal prison on charges of drug trafficking.

As was reported, in January 2017, Philippe was arrested by officers of the Judiciary Police who handed him to agents of the Drug Enforcement Administration (DEA.) For more than ten years, he was the subject of a warrant to bring him to court in the United States for his alleged involvement in drug trafficking. By his actions against the Senators elected for six years, Jovenel Moïse interrupted the democratic process and constitutional order. Thus, did he give a last blow to democratic rule, which has been under attack by the PHTK regime led by the so-called *Banana Man*.

Some analysts question the authenticity of the process whereby a simple *tweet* has replaced an official decision of the presidency. Usually, such a resolution is published in the official government gazette *Le Moniteur*. The nation is still waiting for this formality, which is still slow in coming. One wonders whether Moïse can push his audacity to the logical conclusion and declares himself a dictator!

Obviously, the Executive has decided on his own accord to ignore the principle of the separation of the three powers, by eliminating one of them. One can't believe the flippancy shown in such a serious matter. It's more surprising yet when he believes it's his legitimate right to demand that his mandate be respected even though millions of demonstrators have taken to the streets to demand his "immediate and unconditional" resignation! In light of his

actions, there's a good chance that the anti-Moïse mobilization will gain new momentum. Especially since the voters who elected those parliamentarians to the Senate to represent them for six years have not asked the revocation of their mandate. Unlike Jovenel Moïse, elected with 500,000 votes out of six million eligible voters, whose resignation is demanded by millions of citizens from all social stripes!

The Haitian people, having sworn against dictatorship for good, we expect the defenders of democracy to unite in mobilizing again against the dictatorial impulses of Jovenel Moïse. Their determination should be without recourse. Especially since, in the context of generalized corruption gangrening the whole government apparatus, the number of those who should oppose the president firmly tends to diminish. Courage is required to oppose *the Banana Man* and his allies of the PHTK. This new determination is all the more necessary since the Provisional Electoral Council (CEP), the institution competent to decide in this question of mandate, has taken refuge in a guilty silence. In any case, we don't believe it has the courage to take the decision dictated by its constitutional prerogatives in such matters.

To their credit, the senators who were victims of Jovenel Moïse's usurpation of power didn't bow down before him. They've decided to go on the attack by filing a complaint against him and his advisers at the Public Prosecutor's Office in Port-au-Prince.

Independently, Senator Onondieu Louis has gone public. His term of office was also cut short by the apprentice dictator Moïse. In a press release, January 18, the Senator from the Northwestern department stated that he's closely following the political news concerning the "interruption of the senators' mandate". He said that he wants to reassure his constituents, the "valiant people of the Northwest," that he remains committed to the "six-year term" they gave him, "during the last legislative session of 2015, as prescribed by Article 50.3 of the electoral decree." He continues by saying that the remaining two years of his mandate "are non-negotiable," stressing that "the solution to the crisis must necessarily be subject to a frank and fertile dialogue among the various protagonists."

In the meantime, what appears to be a reversal on the part of Jovenel Moïse remains to be clearly explained. Based on information Monday from certain political circles in the capital, the 10 Senators whose terms of office were illegally—and indecently—cut short by the Head of State had returned to their respective Senate offices on Monday, January 20. After a regular day's work, there's no way knowing what the next day would be like.

The lull in the anti-Moïse mobilization is just that. He should not consider it a sign that the opposition forces are running out of steam. Let

him not rush to shout victory! For after having provoked another crisis just to muddy the waters, Moïse may find himself facing militants more determined in their effort to achieve

their goal: His ejection from the National Palace and the emergence of an inclusive modern society without him. For dictatorship was buried in Haiti on February 7, 1986.

HAITI OBSERVATEUR



Le manke gid, pep la gaye

**Haïti-
Observateur**
P.O. Box
356237
Briarwood, NY
11435-6235
Tél. (718) 812-
2820

SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION

Haïti

Haïti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port-au-prince, Haïti
Tél. (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haïti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514 321-6434
12 Haïti OB Canada
12213 Joseph Cassavant
Montreal H3M2C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean-Claude Valbrun
13 K Avenue Faïdherbe, 8th Bt Aptt. 44
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél. (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1^{ère} classe
☐ 48.00 \$ US, pour six (6) mois
☐ 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

☐ 553.00 FF, pour six (6) mois
☐ 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1^{ère} classe
☐ \$73.00 US, pour six (6) mois
☐ \$160.00 US, pour un (1) an

EUROPE

☐ 73 EUROS, pour six (6) mois
☐ 125 EUROS, pour un (1) an
Par chèque ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____ State/État _____

Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Les faces cachées de la lune n'est pas de Dieu, mais de l'industrie spatiale

Par Dan Albertini

Entre (), l'esprit de dictature en Haïti est-il possible à l'aube de l'an 2000, oups, je dis 2M, car il m'a semblé que l'ère politique s'y identifia à ce titre-là [ignorant que nous avions traversé une frontière lointaine de l'infini]. Et, de l'inconnu. Donnant accès aux poudrières de réseaux sociaux de téléportation. Non pas de la matière, mais de révolutions animées et unanimes. E lonesco eut dit : «*le roi se meurt... est laid*», «*tu vas mourir... guignol tragique*». Fermons ().

On a tant accusé les populations pauvres de pays pauvres, de pollueurs-plastique de mers de l'environnement. On leur a pourtant vendu à dessein, ce qui allait se répandre dans les eaux de forêts marines, sans vergogne. ON nous taxe tous, pour la protection

de l'environnement comme si l'on était le coupable (*en fait, cette taxation dont sa puissante police fiscale qui est le bras armé, non pas de la justice, mais de l'économie, nous ruine*). On est ruiné, non pas mort puisqu'il faut rester vivant pour nourrir le système. *La mort du corps, c'est l'affaire des armées*. L'armée canadienne dans une note récente publiée par La [Presse Canadienne](#), fait appel à la recherche de propositions pour nettoyer l'espace : **budget**. Non pas le sol crasseux du *gueux* où notre caméra nous montre des nuages de tonnes de déchets plastiques laissés. Mais, l'espace *transaérien* où les grands débiteurs démontrent une fois de trop la culture de la négligence criminelle. *Il y a alors par élection démocratique, nomination de fonctionnaires et administrateurs de budget : carrière*. Les débris spatiaux nous

menacent par leur faute, va-t-on nous refiler la facture une fois de trop pour danger imminent de crasses et menaces sur la vie d'astronaute, sur les *satellites-spacex*? Notre vie décente, est-ce le *portefeuille* ouvert, et libre d'accès tandis qu'on parle de «*printemps arabes* » pour se cacher la braise ?

Pourquoi l'euphémisme ici ?

Le titre est ici un euphémisme ne faisant allusion à tout ce qui de cet univers immense ne me sera jamais dévoilé, fière coupable l'industrie spatiale. Ami d'église, lors d'une leçon assistée de questionnaire du manuel de moniteur *il y a de cela deux ans*, l'expliqua que l'humain n'ira jamais habiter Mars (*terre de feu*), parce que Dieu créa l'homme pour vivre sur terre et non ailleurs. Ainsi, parlant de la doctrine, il y va

d'autorité d'après lui sans se dire qu'il parla de la foi qui l'habite, la peur du vide donc, soumission. Soumission non pas par la foi insufflée, mais par cette même peur qui génère ses images. La religion autrefois nous obligeait plus loin que de l'insertion, par l'imposition, des images comme celles de notion de l'enfer de feu qui brûle la chair du pécheur impénitent, avec la préséance de l'hérésie sur le bûcher. Telle est la peur aussi. Dire que la religion se traite aujourd'hui pas les neurosciences qui dévoilent d'où nous viennent et de quelle mémoire se produisent les effets épisodiques, sémantiques phatiques..., etc. Ce n'est donc Dieu qui nous *cache la lune*, mais l'égo-causalité de déchets.

Il y a un projet vieux de plus que la *décennie* à Hong Kong que j'ai appris d'après les éléments et les coordonnées accor-

dées disponibles de l'époque. Il voulait faire de Hong Kong, plus que celui d'études, mais le projet pilote d'une vie en altitude. Une cinquantaine d'étages au moins seraient amputés au-dessus de nous ou en dessous de la ville altière qui regarderait le soleil de plus près. Cela nous créerait dans les faits, des éclipses solaires partielles pour ce qui du niveau du *sol-I*, représenterait ouvertement, la racaille. Ouvertement, c'est [le deal proposé même en Russie](#), mais, pour conserver des Cartier patrimoniaux. Amsterdam est sur bas pilotes sur l'eau et le [Mékong sur pilotes](#) de bambou sur le fleuve. [Ganvié serait sur bois](#). L'OACI étudie de son côté les couloirs aériens d'aéronef/voitures spatiales privées sans boue ni reflux, avec garage modulaire aérien. Matériaux composites. *J'imagine la pluie de déchets*.

Le simulateur numérique au service du citoyen global

Par Dan Albertini

Entre (), *surprenant article du Miami Herald ! La trace du Hezbollah pro-Liban serait aussi vue au Venezuela. L'on s'tonna de notre appréciation sur Dr Réginald Boulos 3^e voie*. Fermons ().

Quand les frasques incendiaires de présidents irresponsables comme Donald J Trump des E. U. d'Amérique augmentent le risque imaginaire ou réel de sécurité affaiblie, pourquoi c'est le contribuable qui par ailleurs est contre ce genre de comportement, qui paye les frais de sommet comme à Davos ou d'autres lieux soit Helsinki, l'AGUN... etc. ? Si intouchable, où est alors la démocratie dans tout ça ou, l'universalité des Droits de l'Homme, des responsabilités en conséquence. Où est la constitution américaine amplement chez elle, et simplement ?

Tout le monde affiche, publie les vœux pieux des UN pour exprimer ce souhait *en négatif*, le souhait de partager les revenus de la croissance mondiale comme si cela était le fait basé sur les effets de causalité du gain honnête. L'ONU dont la puissance dominante sous une autre forme régionale de colonialiste par la migration qui ne se fait plus par les bateaux marchand d'esclaves enchaînés aux pieds, mais par le rapt organisé du patrimoine des individus et des pays affaiblis dans le seul but de leur forcer la main en faveur d'une bataille amusée d'égo de financiers érigés en monarque sur des *entreprises empire* à la place de *pays empire*, ne sert plus à rien. Ils produisent des royaumes locaux et subsidiaires pour contrôler le territoire par la voie du Ponce, comme autrefois qui se lave les mains pour laisser la mousson au peuple secondaire en quête lui-même de micro pouvoir. *Ce n'est pas là le multilatéralisme*

(ONU).

C'est ainsi que l'on assiste passivement aux législations, aux conventions internationales qui, effet du lobby des banques, dépouillent le déposant avec des frais croissants pour augmenter le gain en capital qui ne rend rien réellement aux petits actionnaires corporatifs payés par un pseudo fierté, mais dont le gain assuré est l'actionnaire privilégié qui récolte à la pelle. Ils ont même réussi à prendre la place de notre coffre-fort personnel qui ne peut garder de certain montant sous prétexte de sécurité. *Notons que le petit voleur d'étagère ne peut pas voler un coffre-fort dans ses poches ni avec des outils comme la tenaille par exemple. Rien que le marchand de rues le dénoncerait pour achat excessif avec des billets majeurs dont il devra remettre le change*. Repérable. La problématique de la sécurité et du risque est donc logée ailleurs que chez *toto ou joe*. Oxfam n'ira donc jamais plus loin que dans ses dénonciations éphémères et sans séquences de redressement, ce qui n'est d'ailleurs pas sa mission certes, mais ses donateurs aussi sont-ils logés à ? Les banques feront donc tout pour empêcher le phénomène de la cryptomonnaie personnalisée qui favoriserait par exemple le génie contre les intérêts corporatifs sans génie qui veulent tout acheter pour soutenir leur hégémonie.

Cette *machination* oublie cependant un élément important de l'équation. Le simulateur numérique de l'intelligence artificielle est aujourd'hui au service et à la disposition de *Pailo*. Point n'est besoin désormais pour comprendre le calcul complexe à la base, les calculateurs proposent l'aspect sémantique net de plus en plus sophistiqué, vertu de la compétition. Et, c'est là la même erreur qui produit les «*printemps arabes* » ou les «*mutineries à Hong Kong* ». Le bazar dans une grande mégapole ressemblera à la composante de son

intelligence et non à celui des rues de Beyrouth. N'est-ce pas la scène qui éprouve la couronne à Windsor !

Canada-Québec : quelle belle histoire de politique d'imbéciles par élection, l'ancien premier ministre du Québec, en l'occurrence Jean Charest n'est pas estimé un homme propre dans un dossier où l'ancienne ministre N Normandeau, ne plaide pas nécessairement non coupable aujourd'hui, mais, de procédure trop longue, là où le délit mineur est enfermé. Amusant, Jean C veut être PM du Canada ! Pour ?

On commence à mieux comprendre le paradoxe par exemple comme Sarkozy président qui voulait imposer une mémoire parrainée de la Shoa à chaque citoyen français, par extension à travers le monde, tandis qu'il se targuait de ne pas être obligé de se reprocher les effets du Code noir sur les humains mis en esclavage, et critiquait les Haïtiens par exemple de vouloir mettre toujours en avant des affaires du passé. Ce n'est pas de la passivité qui fera de nous tous des citoyens actifs dans la cité intelligence en se fermant les yeux sur des faits par exemple, la dénonciation camouflée de la hausse du *baby-shaking* à Zurich par exemple, signalé par l'hôpital universitaire de Zurich. Plus de 500 cas en hausse au pays gestionnaire associé des Nations Unies. Haïti en produit-elle autant par la misère, oh que NON.

Quel est donc le facteur aggravant qui pousse une société équilibrée qui détient parmi les plus grandes banques au monde, sa gestion de portefeuille qui démontre ainsi un profond désordre *neuropsychologique* ? Dire que l'on remet nos effets à ces *gens modélisés d'un peu partout à travers le monde*. Est-ce un tout haut hasard : nouvelle condamnation de [Genene Jones](#), l'infirmière texane surnommée *the «killer nurse»* ? Ça survient au lendemain de la révélation helvé-

tique. [GJ](#) a mis fin à plusieurs vies de bébé dans les années huitante, à même l'unité de l'hôpital. Dans la psychologie sociale de la cité, quelles étaient leurs attributions comme modèles tandis que le crime mena l'enquête ailleurs ? Cela ne peut que rappeler les crédits accordés à une gamine, à Montréal QC, pour faire condamner au bûcher, Marie Josef Angélique, d'après l'histoire officielle des archives. Quel est ce monde de revers tardifs aux effets pervers que nous vivons, si l'on étudie la psychologie de l'intelligence, comme à l'aube de 1791 ? Le manuel d'enseignement de **philosophie No. 228** ne saurait en répondre, car il cache volontairement des axiomes de la négation. La critique ne peut donc qu'accepter de rejeter en 2020 cette forme voilée qui à peine n'arrive pas encore à s'in-

filtrer dans DACO 2020 et terminer ce que Moreau de Méry n'a s u Trump/Poutine/Sisi/Erdogan/Boi sonaro....

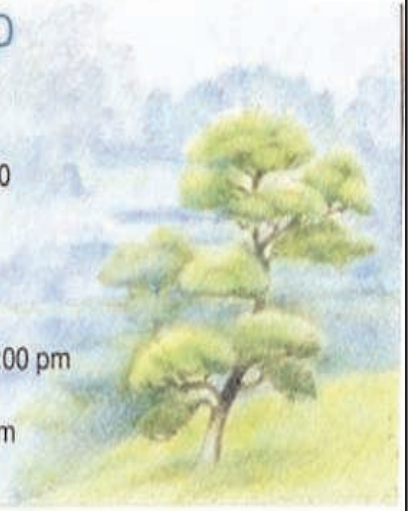
2020 porte-t-elle à se croire comme année charnière d'un besoin de changement radical de comportement à tous les niveaux, c'est à cela que l'on jugera la gestion de la folie nucléaire. En attendant, **Pierre Enocque François Ph. D.** nous propose dans son ouvrage publié aux Éditions Universitaires Européennes en 2016, un vibrant «*plaidoyer pour la prise en compte des enfants et des jeunes de la rue* » afin qu'ils ne deviennent rapidement comme cet enfant soldat ou comme celui de la guerre aux réveils incertains. **L'État devra y penser en Haïti !**

PROPRIÉTÉ À VENDRE
PORT-AU-PRINCE

Complexe d'appartements situé à Delmas 31 (entre rues Clermont et Laforêt). Prix abordable. Toute personne intéressée est priée d'appeler : **509 3-170.3575**, à partir de 6 heures p.m.
Pour plus d'informations, appelez Bluette Coq au **509.3170.3575**.

TASTE THE ISLAND
Haitian Bakery & Restaurant
460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550
516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS
Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm



CONFLIT PRÉSIDENTENCE-SÉNAT

Jovenel Moïse dans ses petits souliers

Suite de la page 1

9 janvier 2017 au 18 avril 2017

« Kedlaire Augustin, Jean Rigaud Bélizaire, Denis Cadeau, Rony Célestin, Garcia Delva, Ralph Féthière, Joseph Lambert, Wanique Pierre, Pierre François Sildor

« Collègues,
« Le Président de la République n'a pas osé signer un arrêté ou un quelconque acte officiel qui aurait accompli sa forfaiture consistant à déclarer le 13 janvier écoulé, par tweeter et lors d'un point de presse au Palais National, la fin du mandat de 19 sénateurs assermentés en 2016, les uns deuxièmes, les autres premiers des élections tenues sous l'égide du Décret électoral du 2 mars 2015. Sont partis sans maugréer les mandats de quatre ans, non en fonction des déclarations fantaisistes du Président de la République, mais selon l'article 50.3 dudit Décret électoral. Logique et légal.

« Les autres, ceux détenteurs du certificat de premier sénateur du CEP, ont encore deux ans de mandat. Mais, le mardi 14 janvier, jour prévu pour l'élection du bureau du Sénat, ô perfidie, ces collègues ont été empêchés de pénétrer sur leur lieu de travail, le Sénat de la République, par un dispositif policier exceptionnel. De qui donc, supérieur au Directeur Général de la Police Nationale, était sorti cet ordre ? Serait-ce vous ? Ou le Président de la République si zélé a déclaré avec allégresse la mort de l'Etat dont, pourtant constitutionnellement il est le Chef ? C'est curieux que deux personnes de statut et de fonctions différents puissent commettre la même faute, l'un par un verbe abusif, l'autre, en fait un groupe, par un silence bruyant comme un méchant orage !

« L'un d'entre vous avait vendu la mèche quand, sur le forum whatsapp des Sénateurs, voulant inviter le Secrétaire Général à annoncer la séance réglementaire de renouvellement du bureau le deuxième mardi de janvier, il argumenta en ces termes : « en lien avec la déclaration du Président de la République ce

lundi 13 janvier, Je* vous saurais gré**, au nom du GSEP et au mien propre d'enclencher la procédure ». Quel est ce stratagème de constituer un entre-soi de huit sénateurs réglé par le Palais National pour constituer un bureau dans le dos de 11 autres ? **Je ne reconnais pas ce bureau.** La Constitution de 1987 amendée, le Décret électoral du 2 mars 2015 et notre Règlement Intérieur, sont nos guides. La Constitution est claire en ses articles 60 et 60-1 : " Chaque Pouvoir est indépendant des deux autres dans ses attributions qu'il exerce séparément " ; et " Aucun d'eux [l'un des trois pouvoirs] ne peut, sous aucun motif, déléguer ses attributions en tout ou en partie ni sortir des limites qui lui sont fixées par la Constitution et par la loi ". Les attributions des Sénateurs sont donc intransmissibles et inaliénables. Quant au Règlement Intérieur, en son article 6 il fixe nos treize attributions dont la onzième précise : " inscrire les Sénateurs, valider leurs pouvoirs et procéder à leur assermentation... ". Si unis et troublés dans vos illusions partisans, vous vous laissez emporter par l'ivresse d'un coup d'Etat, en tout état de cause et à toutes fins utiles, je vous invite à vous dégriser en relisant le Règlement Intérieur des articles 9 à 18 qui renvoient tous à la « Constitution et la Loi Electorale ».

« Je suis solidaire des Sénateurs dont les droits sont violés, quel que puissent être leur personnalité et leur chapelle politique : question de principe. Mais je me bats surtout pour la vérité et le bien public dont la démocratie architecturée en trois pouvoirs indépendants et plusieurs contre-pouvoirs hors Etat est le pilier incontestable. Il faut donc, au-delà de votre posture de fait accompli et des recours exercés par les Sénateurs agressés dans leurs droits, vous soumettre à l'exercice toujours heuristique de la confrontation des textes qui régissent notre institution à nos idées et nos positions partisans. Réunissons-nous et disons-nous la vérité. « Malgré nos trop graves divergences, souvenons-nous enfin de

qui nous sommes fils et pour qui nous sommes censés travailler : le peuple haïtien. C'est donc haussé par le sentiment patriotique que je vous fais mes vœux de paix à partager avec les vôtres, famille et collaborateurs, dont le bonheur, je le sais, est une part importante du vôtre.

« Sénateur Patrice Dumont

« * Le collègue en question a employé la majuscule dans « je » alors que ce n'était pas en début de phrase. C'est sans doute

par inadvertance.

« ** Il manquait « gré » après « je vous saurais... ». Là encore, on sait que les coquilles glissent beaucoup dans les messages écrits à la va-vite sur whatsapp ».

L'étau se resserre-t-il sur Jovenel Moïse

Il y a fort à parier que la communauté internationale n'a pas réagi dans le sens que l'avaient escompté Jovenel Moïse et ses conseillers. Des sources diplomatiques ont révélé que plusieurs représentants de pays étrangers n'ont pas caché le désaccord de leurs gouvernements par rapport à cette décision.

En effet, un diplomate a fait savoir que la Communauté économique de la Caraïbe, la CARICOM, s'est déclarée en opposition à l'idée de « gouverner par décret ». Surtout quand Jovenel Moïse recourt à la violation de la Constitution et de la Loi électorale pour commettre cette forfaiture.

Par ailleurs, un observateur international, qui possède des antennes parmi les diplomates basés en Haïti, a laissé entendre que certains pays auraient même menacé d'arrêter le peu d'aide qu'ils accordaient à l'équipe dirigée par M. Moïse. Ce qui l'a porté à dire : « L'étau se resserre sur Jovenel Moïse ». Dans cet

ordre d'idée, il a attiré l'attention sur les dernières déclarations de l'ambassadeur américain relatives à l'aide à Haïti.

Dans un premier temps, Michèle Sison avait fait savoir que son pays allait accorder une aide à Haïti. Toutefois, à peine quelques heures plus tard, elle devait twitter « Tant qu'un accord politique n'aura pas été trouvé & tant que la situation sécuritaire ne se sera pas améliorée les Haïtiens ne pourront bénéficier pleinement des programmes de @ USAID. Les acteurs politiques haïtiens détiennent la clé de l'avenir d'Haïti. Ils doivent agir maintenant ».

Le dos au mur

Dans ce bras de fer entre les sénateurs et Jovenel Moïse, ce dernier risque de sortir le vrai perdant. Car la mobilisation qui sera relancée contre lui connaîtra essor tel qu'elle n'avait connu avant. Car l'argument du président haïtien relatif à son mandat, qu'il prétendait « immuable », ne tiendra plus. Il a pris un malin plaisir à voler celui de sénateurs. Dorénavant, il sera difficile de convaincre grand monde que la campagne lancée en vue d'obtenir la démission du président est bien justifiée.

Tout compte fait, c'est Jovenel Moïse lui-même qui va aider à démolir sa présidence.

BUSINESS OPPORTUNITY IN HAITI

2 HOTELS FOR SALE
By Owner
In the commune of Kenscoff/Furcy
Contact:
<info@thelodgeinhaiti.com>
509-3458-5968 or 509-3458-105

St. Joseph's Church in Carcasse, Haiti was completely destroyed by Hurricane Matthew in 2016

Please Help Rebuild



Online Donations can be made at:

www.gofundme.com/carcasse-haiti-church-rebuild-fund

Checks payable to:

St. Mary's Church— PO Box 67 Barnesville, MD 20838

Write "Haiti" on the memo line



LE PEUPLE HAÏTIEN DÉÇU DE LA POLITIQUE DE WASHINGTON À SON ÉGARD

La radicalisation politique de la nouvelle génération déjà en cours

Suite de la page 1

rate, à l'époque, inspiraient la politique américaine à l'égard d'Haïti durant plus d'un siècle.

En effet, les observateurs et les analystes progressistes souscrivent à la théorie selon laquelle les Américains guettaient l'occasion d'humilier les Haïtiens, en guise de revanche à la déchéance militaire infligée à l'Armée napoléonienne, par les *vas nus* pieds de Saint-Domingue, le siècle précédent. C'est dans cette perspective qu'il faut situer l'invasion d'Haïti par les Forces armées américaines, le 28 juillet 1915, et l'occupation du pays pour les 19 années qui suivirent. Les humiliations auxquelles furent soumis les dirigeants et les populations d'Haïti répondaient à une promesse politique du grand voisin du Nord à l'égard d'une nation de Nègres dont le génie militaire avait mis à genoux les plus puissantes divisions militaires du monde blanc, déclenchant les conditions ayant entraîné l'abolition de l'esclavage sur la planète entière.

L'humiliation brutale fait place à l'abâtardissement subtil

Comme dit l'adage, autres temps, autres mœurs. La politique de la canonnière, que pratiquaient les Etats-Unis dans l'hémisphère occidental, a cédé la place à ce qu'on pourrait appeler la « diplomatie tranquille », méthode mieux adaptée pour imposer l'« *humiliation subtile* », le régime politique mis en place par Washington, vis à vis des Etats américains et de la Caraïbe, dont la dose diffère d'un pays à l'autre. Et si, de temps à autre, les dirigeants haïtiens affichaient une certaine volonté de résistance à l'égard des mauvaises intentions de leurs homologues américains, la pauvreté aidant, et secondés par la corruption ambiante, trop souvent les hommes et femmes qui dirigent le pays se laissent séduire par des *propositions indécentes* venues des représentants du Département d'Etat. Mais depuis la chute de la dictature, les raffuts se font de manière plus rapprochée, et sans retenue. Les intérêts du peuple haïtien sont sacrifiés sur l'autel des ambitions personnelles et du besoin de s'enrichir vite. Alors que les hommes et femmes aux commandes du pays ne demandent pas mieux que de conforter les ambitions des diplomates en quête de promotions, et de fortune en cours de route.

Dans ce contexte d'initiatives diplomatiques délétères dans lequel se joue le destin politique d'Haïti, la nouvelle génération ne reconnaît plus nos leaders, ni les interlocuteurs étrangers envoyés en postes diplomatiques dans notre pays. Car l'histoire diplomatique d'avant la chute de la dictature n'a jamais fait état de CORE Group, de diplomates étrangers s'acquinant avec un chef d'Etat haïtien, ou d'un Premier ministre du pays. On n'avait jamais, auparavant, vu un ambassadeur américain, en l'occurrence Pamela White, déambuler bras dessus bras dessous avec le Premier ministre haïtien Laurent Lamothe, au Carnaval de Jacmel.

D'autres rumeurs accusant des diplomates étrangers de se retrouver en « *mauvaise posture* » avec des émissaires diplomatiques en poste dans notre pays. Pire encore, les réseaux sociaux ont été riches en rumeurs relatives à la corruption soit disant impliquant des diplomates. Des scandales inouïs qui révoltent on ne peut plus les jeunes activistes haïtiens et déroutent les patriotes conséquents, notamment ceux de

Les vrais patriotes haïtiens n'arrivent pas à comprendre les raisons qui portent des diplomates étrangers à persister dans la défense de Jovenel Moïse et le système de régime qu'il a mis en place. Dans la mesure où, sous prétexte de défendre la cause de la démocratie, les Américains, le CORE Groupe, ou ceux généralement désignés sous l'appellation « *amis d'Haïti* » feignent d'ignorer les crimes et les atroc-



Jovenel Moïse et le sénateur Rony Célestin qui est un personnage de mauvaise réputation.

la nouvelle génération. Ils sont déçus de ce qui se passe dans l'univers des diplomates, ces derniers temps, car ils se faisaient une idée bien différente des diplomates qui vivaient parmi nous, dans le passé, compte tenu de ce qu'ils apprenaient de leurs aînés ou bien que leur enseignait l'histoire.

La démocratie en danger en Haïti

La manière dont la gouvernance est menée en Haïti, surtout au cours des vingt dernières années faisant de la corruption son socle, les forces vives du pays craignent que la démocratie ne soit en péril en Haïti. Dans la mesure où la jeunesse représente l'avenir d'un peuple, cette observation risque de traduire la présente réalité du pays. Car un coup d'œil bien mesuré sur la présente réalité politique met en évidence deux camps : ceux qui ne reculent devant rien pour s'enrichir et les autres qui condamnent sans appel les voleurs, les criminels de tous poils et les corrompus au sein de l'administration publique. En effet, c'est précisément le scénario qui se présente à l'observation de la mobilisation générale contre Jovenel Moïse et le monde PHTK. A partir de celle-ci, il est aisé d'identifier les deux camps signalés plus haut. D'un côté, Jovenel Moïse + la nation phtkiste et leurs alliés se jetant à bras raccourcis sur les ressources du pays; de l'autre, les filles et fils authentiques du pays se battant du bec et des ongles pour libérer le pays de ces bandits qui assassinent ses fils et pillent ses ressources. Point n'est besoin de dire que tous ceux, y compris des représentants étrangers qui donnent même l'impression de cautionner ce dernier groupe sont proscrits.

ités commis sous les régimes *Tèt Kale*. Alors que, dans le passé, ces mêmes iniquités étaient sévèrement critiquées par les soi-disant amis d'Haïti, de nos jours, il semble que cette nouvelle génération de diplomates évite de blesser la « *susceptibilité* » de leurs interlocuteurs haïtiens.

Certes, les défenseurs de la démocratie et de l'Etat de droit haïtiens comprennent difficilement que des personnes qui disent défendre ces idéaux puissent fermer les yeux sur ces scandales retentissants à rebondissements qui éclatent dans le pays. Bien que le régime *Tèt Kale* de Michel Martelly ait eu son cortège d'actes criminels et de corruptions, Jovenel Moïse a remporté la palme dans ces domaines. Car, presque immédiatement après sa prestation de serment, le 7 février 2016, la présidence de Moïse est marquée par des scandales retentissants de toutes natures à longueur de semaine. Jusqu'à présent, le dossier PetroCaribe, le plus grand scandale financier qu'ait connu le pays, peine à aboutir au tribunal. Bien qu'il se dit déterminé à combattre la corruption, le président Moïse fait tout pour frustrer les demandeurs de justice. L'affaire de la firme allemande Dermalog dans laquelle la première dame s'est fait payer un gros pot de vin, en échange d'un contrat hors norme, reste sans suite jusqu'à présent. Les dossiers des massacres de La Saline et celui de Carrefour-Feuilles sont jetés aux oubliettes, bien que les Nations Unies y voient des cas à dénoncer par devant la Cour internationale de La Haye. Le dossier Amel Joseph, le chef de gang de Village de Dieu, proche du sénateur Gracia Delva, ce dernier agissant au nom du président Moïse. Les policiers dévoyés à la solde de

Jovenel Moïse sont également dénoncés d'assassiner des jeunes gens manifestant pacifiquement leur opposition au régime en place.

Le régime *Tèt Kale* est également lié au trafic illicite d'armes et de munitions. Il est également de notoriété publique que des parlementaires proches du chef de l'Etat sont impliqués dans le débarquement clandestin d'avions non identifiés transportant de la cocaïne vers des pistes isolées de l'arrière-pays. Avant d'accéder à la présidence, l'actuel occupant du Palais national était un partenaire en affaires du trafiquant de drogue Evinx Daniel qui avait investi dans Agritrans, entreprise autrefois dédiée à la culture de la figue banane destinée à l'exportation vers l'Allemagne. Jovenel Moïse avait une piste clandestine sur la vaste propriété où il plantait cette denrée. Dans le cadre de sa lutte contre le trafic de stupéfiants et sa collaboration avec l'institution haïtienne préposée à cette même tâche, la Drug Enforcement Administration (DEA) avait pris une photo de cette piste cachée au fond de la brousse sur la propriété du chef de l'Etat.

A propos du président Moïse encore, on ne devrait pas oublier qu'il avait prêté serment alors qu'il était sous le coup d'une inculpation pour blanchiment d'argent. Faut-il aussi bien se rappeler que le blanchiment d'argent est une accusation généralement liée aux trafics illicites, le plus souvent le commerce de drogues ?

Il est curieux de voir comment que Jovenel Moïse attire dans son entourage des personnes de réputation louche ou ayant des rapports avec le monde interlope. C'était le cas d'Evinx Daniel, qui l'avait introduit à Martelly. Lui et la première dame ont aussi des relations privilégiées avec Magalie Habitant, qui a la réputation de brasser des millions provenant d'activités illicites. Des sources policières l'ont accusée d'être une trafiquante de cocaïne dans le Nord-Ouest. On la fait passer également pour une bailleuse de fonds du président Moïse. Dans le même ordre d'idées, celui-ci entretient aussi de bonnes relations avec le sénateur Rony Célestin, dont le nom est cité dans le trafic de drogue. Il semble que celui-là ait un don pour s'attirer les personnages louches. Dans un tel cas, d'aucuns n'hésiteraient pas à évoquer

le proverbe suivant, « *Qui se ressemble s'assemble* ».

Nicolas Maduro face à Jovenel Moïse

De toute évidence, le peuple haïtien, qui se bat du bec et des ongles pour se défaire de Jovenel Moïse, pour toutes les raisons énumérées ici —et davantage d'autres—, se croyait en droit de compter sur l'appui de la diplomatie et de la politique américaines, en tout cas de celles en vigueur dans un passé encore récent, pour lutter contre M. Moïse. Voilà pourquoi les jeunes Haïtiens sont si désenchantés incitant nombre d'entre eux à porter leurs espérances ailleurs par rapport à leurs ambitions en ce qui concerne le développement du pays et la construction d'une société moderne.

En effet, les activistes haïtiens engagés dans la lutte pour le déracinement de Moïse, en considérant l'attitude des Américains, comptent de moins en moins sur l'aide du Grand Voisin. Cela inquiète au plus haut point, vu que les générations précédentes investissaient leur confiance dans l'« *amitié américaine* ». Il faut alors comprendre l'intérêt que vouent les Haïtiens à la politique américaine vis-à-vis du président du Venezuela, Nicolas Maduro. Quand ils mettent ce dernier face à son homologue haïtien, ils ne peuvent saisir ce qui motive les Américains, la défense de la démocratie, de la bonne gouvernance et l'Etat de droit ou la velléité de ranimer le caporalisme pur et dur dans l'hémisphère ?

Quand les Haïtiens affichent leur nostalgie à l'égard de la politique américaine envers leur pays, ils ne peuvent s'empêcher de penser à l'ambassadeur Dean Curran. Dans son discours d'adieu, le 9 juillet 2003, après son tour de service, ce diplomate devait mettre en garde la société haïtienne contre sa nonchalance par rapport au relâchement dans la moralité. Il attirait surtout l'attention des hommes d'affaires sur leurs bonnes relations avec les trafiquants de drogue et les spécialistes en blanchiment d'argent. Il y a fort à parier que si M. Curran était en poste en Haïti, par les temps qui courent, il ne manquerait pas d'acheminer un rapport super riche en détails sur la personne qui porte présentement le titre « *son excellence le président Jovenel Moïse* ».





Kèlkeswa moun ou ye, kèlkeswa kote ou soti, resansman 2020 an konsène w.

Patisipasyon w nan resansman 2020 an enpòtan. Nenpòt sa estatè ou ye, repons ou enpòtan. Patisipasyon ou ka gen yon efè sou lajan gouvènman an ka depanse pou kominote nou yo. Repons ou yo ap rete prive e an sekirite. Kidonk, chak moun dwe santi yo alèz pou konte chak moun ki nan fwaye yo.

Aprann plis sou.

2020CENSUS.GOV/ht

Se Biwo Resansman Etazini ki peye pou piblisite sa a.

**Prepare
Avni W**
KÒMANSE ISIT LA >

United States®
**Census
2020**

NOUVELLES BRÈVES

Bernard Diederich, un vétérinaire du journalisme, est mort en Haïti, le 14 janvier, âgé de 93 ans

Ce Néo-Zélandais, qui avait adopté Haïti à l'âge de 22 ans, lors d'un passage au pays à bord de son bateau, en 1949, a choisi d'y faire sa sépulture, selon les propos de son fils aîné, J.B. Diederich, rapporté par *l'Associated Press* et repris par le *New York Times* du 16 janvier.

La presse haïtienne et internationale lui a rendu un hommage bien mérité, s'étalant sur sa vie journalistique au cours

espions qu'il croyait être dans son entourage, le comédien de « *Radio Vonvon* », communément appelé « Frère Lepoule » taquinait Papa Doc, lui disant, dans un « *françeu* » dont lui seul avait le secret : « *Mais, Divagué, qu'est ce que vous avez faite comme ça ? Vous avez tye ces messyé, maintenant ils sont devini dez zombi qui penètré toupatou dans le palais* ». Dire que le tyran s'est éteint sans jamais découvrir le lieu où se trouvait le « Bureau

s'agit de Joseph « Joe » Biden, ancien vice-président dans l'administration Obama, et du fils, Hunter Biden, auparavant membre du conseil d'administration d'une firme ukrainienne évoluant dans le domaine énergétique.

Deuxièmement, les démocrates accusent le président de faire obstruction au Congrès pour avoir empêché que certains employés de son administration convoqués par les comités de la Chambre basse de se présenter en séance pour répondre aux questions des enquêteurs.

Le sénateur Mitch McConnell, président du Grand Corps, en maintes occasions, a laissé percer sa partisanerie, ayant même dit qu'il s'accordait avec la Maison-Blanche en ce qui a trait aux accusations à l'encontre du chef d'État. D'ailleurs, il laissait entendre que le procès serait de courte durée, comme s'il aurait déjà décidé de l'affaire.

En tout cas, à l'ouverture des débats, hier après-midi, les démocrates ont scoré sur deux fronts. Premièrement, au lieu de deux jours pour présenter leurs arguments, des deux côtés, ils auront droit à trois jours. Deuxièmement, le Sénat admettra automatiquement que soit admis en tout dernier lieu l'évidence sur les actions de M. Trump.

Toutefois, on doute que Mitch McConnell veuille accepter que des témoins soient admis, comme le réclamé les démocrates. On parle souvent de John Michael, dit Mick Mulvaney, chef de cabinet par intérim du président et de John Bolton, ancien chef de la Sécurité nationale du président Trump, les deux en position pour savoir ce qui s'est passé dans l'affaire Ukraine. En effet, Bolton se dit prêt à témoigner si l'on fait appel à lui. Sans doute, le président Trump ne se sent pas de tout repos avec lui. Selon ses dires, Bolton avait laissé son poste de son propre gré. Tandis que, selon le président Trump, il a été renvoyé. Il y a anguille sous roche, et l'on se demande qui a peur de la vérité ?

Comment voit-on la conclusion du jugement du président ? La publication washingtonienne *THE HILL*, qui suit de près les débats au Congrès, a publié un commentaire le 19 janvier, qui a pour titre « *Mitch McConnell may win the impeachment and lose the Senate* ». (Mitch McConnell peut bien gagner « l'impeachment » — le procès —, mais « perdre le Sénat ».) L'écrivain, Albert R. Hunt, auparavant éditeur exécutif de *Bloomberg*

News, avance que McConnell a pu convaincre ses collègues républicains de faire l'unité autour du président Trump, tout en préparant — indirectement — le terrain pour les démocrates aux prochaines élections sénatoriales. Après une carrière de 35 ans au Sénat, s'il arrive à remporter la victoire dans son fief de Kentucky contre la démocrate bien financée Amy McGrath, ancienne pilote-combattante de la Marine, il pourrait causer la perte de

mène de l'insécurité vient forcer la main aux belligérants de tous bords à serrer les rangs avant qu'ils ne soient les prochaines victimes de l'insécurité ambiante. Apparemment le tout-puissant Jovenel Moïse, gouvernant par décret, n'est pas à la hauteur de la tâche.

***Un bras de fer entre l'Unité de lutte contre la corruption et le Parquet de Port-au-Prince.** Hier, mardi, 21 janvier, la nouvelle faisant la une était



Bernard Diederich

de sept décennies et de son talent d'auteur, surtout s'agissant de l'histoire d'Haïti et des coutumes du pays. Sa mémoire restera vivante longtemps, vu les 22 livres dont il est l'auteur. Pour moi, « *Papa Doc et les Tontons Macoute* » restera mon favori. Car j'avais vécu cette période et savais les risques qu'il avait encourus pour dire la vérité.

Je ne saurais rivaliser avec les autres auteurs qui ont presque tout raconté de sa vie. Mais j'ai quelque chose à révéler qui ne peut que démontrer son dévouement aux bonnes causes. Maintenant qu'il est parti pour rejoindre Georges D. Rigaud et Hubert Legros père, les concepteurs du « Bureau Central » et organisateurs du réseau d'informations qui viendrait, par la suite, alimenter « *La Voix de l'Union haïtienne internationale* », devenue « *Radio Vonvon* », je peux enfin révéler que Bernard Diederich était un associé de ces messieurs qui avaient enlevé le sommeil au tyran.

J'avais révélé en partie comment presque rien d'important n'échappait à ces messieurs de ce qui se tramait dans la cuisine de François Duvalier et de ses Tontons-Macoute. Car, les agents du « Bureau Central » étaient omniprésents, même au Palais national. Quand, en 1967, le « Boucher de la Caraïbe » avait exécuté 19 officiers de la Garde présidentielle, afin d'éliminer les

Central ».

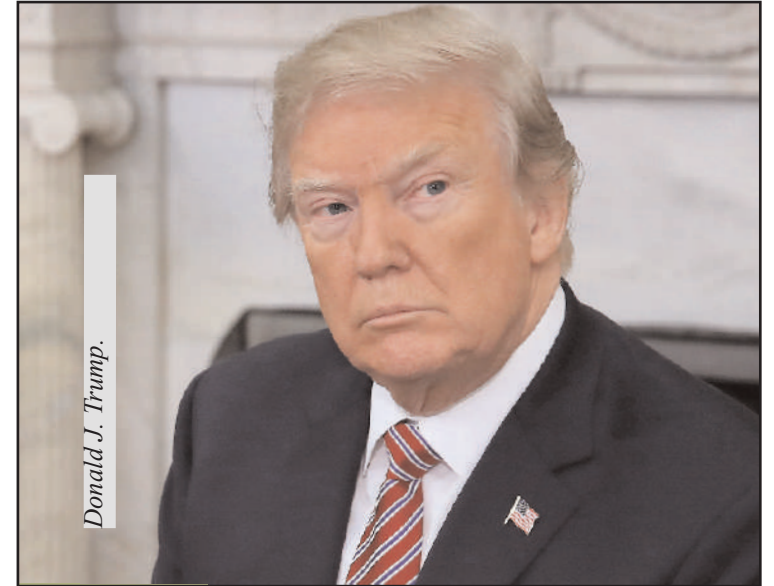
Bernard Diederich a mené le bon combat. Remerciements à *l'Associated Press* qui m'a permis d'avoir les informations sur la famille de ce grand homme. Aussi, nous autres à *Haïti-Observateur* rejoignons les autres pour présenter nos condoléances à sa veuve, d'origine haïtienne, ainsi qu'à ses fils J.B. et Philippe, et à sa fille Natalie et les sept petits-enfants du défunt. Paix à son âme !

Raymond A. Joseph

Le jugement du président Trump a débuté hier au Sénat

Enfin, hier après-midi, 21 janvier, le Sénat américain, à majorité républicaine, a entamé les délibérations préliminaires avant d'entrer à fond dans le jugement du président Donald Trump, suivant les deux chefs d'accusation sur lesquels il a été inculpé par la Chambre basse, majoritairement démocrate.

En effet, les démocrates ont avancé que le chef d'État avait outrepassé ses prérogatives dans la rétention d'une somme d'environ quatre cents millions de dollars (400 000 000,00 \$) octroyée à l'Ukraine par le Congrès, afin de contraindre le président ukrainien, nouvellement élu, à entreprendre une enquête sur un rival potentiel aux élections de novembre. Il



Donald J. Trump.

plusieurs sièges sénatoriaux dans d'autres États. Ainsi pourrait-il perdre le contrôle du Sénat. D'une façon ou d'une autre, il faudra attendre le verdict des électeurs. Rendez-vous en novembre !

*Des sénateurs arbitrairement révoqués à l'aide d'un tweet par le président Moïse ont regagné leur bureau le lundi 20 janvier.

Que se passe-t-il, où sont les policiers qui avaient l'ordre d'en haut de barrer la route aux sénateurs éjectés du Parlement ? Or, les sénateurs Jean Marie Junior Salomon, Jean Renel Sénatus et Dieupie Chérubin étaient bien là sans être molestés. Selon le *blog Juno7.ht*, mardi 21 janvier, sous la plume de Pierre Lunick Revange, voici les propos du sénateur Sénatus : « *Le Sénat est mon lieu de travail. En tant que président de la Commission Justice et Sécurité du Sénat, je m'y rends afin de remplir mon devoir; car le phénomène de l'insécurité prend chair à la troisième circonscription de Port-au-Prince* ».

Et le sénateur Salomon de dire : « *Aujourd'hui, le Sénat reste debout avec 2/3 de ses membres. Nous sommes là pour statuer sur les grandes affaires de l'État, conformément à notre mission. Et Jovenel Moïse n'est pas seul maître à bord, contrairement à ce que plus d'un pense* ».

E le sénateur Chérubin, s'adresse à ses collègues pour leur demander de mettre de côté leurs divergences pour pouvoir aborder ensemble les urgences de l'heure, dont « *le phénomène de l'insécurité* ». De toute évidence, le phéno-

la libération, lundi soir, d'ordre du Parquet de Port-au-Prince, de Kerby Alcantara Désormeaux, citoyen dominicain et diplomate à l'ambassade d'Haïti de Santo Domingo, Il a été arrêté, vendredi, 17 janvier, à l'aéroport Toussaint Louverture de Port-au-Prince alors qu'il revenait de la République dominicaine et a passé le weekend en garde à vue à la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ).

C'est la deuxième fois que cet Alcantara, ou Alcante, a été libéré à la va vite. Le 30 décembre dernier, quand il n'avait pu répondre aux questions de l'Unité de lutte contre la corruption, le directeur général de l'ULCC, avait ordonné son emprisonnement. Mais dans moins de deux heures, le Parquet de Port-au-Prince l'avait libéré. Kerby Alcantara (Alcante) Désormeaux est accusé de faux et d'usage de faux par l'ULCC. A souligner qu'il détient au moins deux passeports diplomatiques, utilisant trois noms différents. On soulignera que le passeport diplomatique est délivré par le Ministère des Affaires étrangères.

Me. Claudy Gassant, chef de l'ULCC, depuis le 4 décembre dernier, quand il a été nommé directeur de l'organisme anti-corruption par le président Moïse, a-t-il quelque autorité pour agir selon les normes ? Ou doit-il se référer au commissaire du gouvernement Jacques Lafontant avant de faire ce que requiert la loi en la matière ? De quel côté se penche le président tout-puissant Jovenel Moïse qui, jadis, avait déclaré que « *la corruption gangrène le pays* ».